



FRONTIÈRES ET INTÉGRATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST  
WEST AFRICAN BORDERS AND INTEGRATION

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉCHANGES  
TRANSFRONTALIERS DANS LA ZONE DE  
KANO-KATSINA-MARADI (K<sup>2</sup>M)

CILSS/CSAO/FEWS NET/  
OCHA/PAM/RESIMAO/UNICEF

Rapport de mission conjoint

[www.afriquefrontieres.org](http://www.afriquefrontieres.org)



WABI/DT/30/06

## NAISSANCE D'UNE INITIATIVE

Sous l'impulsion d'un atelier sur la coopération frontalière organisé à Ouagadougou en juillet 2003, est lancée l'initiative « Frontières et Intégrations en Afrique de l'Ouest », appelée WABI selon son acronyme anglais (*West African Borders and Integration*). Elle est portée par une structure étatique (la Direction Nationale des Frontières du Mali, DNF), une ONG (ENDA-Diapol) et une organisation internationale (le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, CSAO-OCDE) qui en assure le financement.

WABI repose sur la convergence de ces trois institutions et sur le partage d'informations avec un réseau de partenaires autour d'une préoccupation commune : la promotion de la coopération transfrontalière comme moteur de l'intégration régionale, du développement et de la paix.

## COMMUNIQUER LOCALEMENT ET RÉGIONALEMENT

Une des fonctions de WABI est de favoriser le regroupement et le partage d'informations sur les problématiques de la coopération frontalière. Les publications imprimées et le site « Frontières et Intégrations en Afrique de l'Ouest » sont le support de cette communication :

- *Les documents de travail* : études de terrain, comptes rendus de réunions, organes de débats.
- *Les fiches illustrées* : présentation d'initiatives locales, nationales ou régionales; argumentaires sur la dimension régionale de différentes problématiques (coton, transport, conflits...).

Ces deux supports sont désormais disponibles sur cd-rom.

- *Le site internet* <http://www.afriquefrontieres.org> : centre de ressources documentaires sur la coopération frontalière et l'intégration régionale, espace d'échanges des expériences de terrain, de mise en réseau des agendas, de publications, d'information (presse).

### Nous joindre, Nous rejoindre

Enda Prospectives Dialogues Politiques  
BP 7329 Dakar - Sénégal  
Tél : + (221) 823 53 47 – Fax : + (221) 823 67 13  
Site : [www.enda.sn/diapol](http://www.enda.sn/diapol)  
Contact : Mohamadou Abdoul  
E-mail : [diapol@enda.sn](mailto:diapol@enda.sn)

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE  
2, rue André Pascal 75775 Paris Cedex 16 - France  
Tél : +33 (0) 1 45 24 89 68 - Fax : +33 (0) 1 45 24 90 31  
Site : [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)  
Contact : Marie Trémolières  
E-mail : [marie.tremolieres@oecd.org](mailto:marie.tremolieres@oecd.org)

**CILSS / CSAO / FEWS NET / OCHA / PAM / RESIMAO / UNICEF**

**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS  
DANS LA ZONE DE KANO – KATSINA – MARADI**

**K²M**

RAPPORT DE MISSION CONJOINT

JUILLET 2006

---

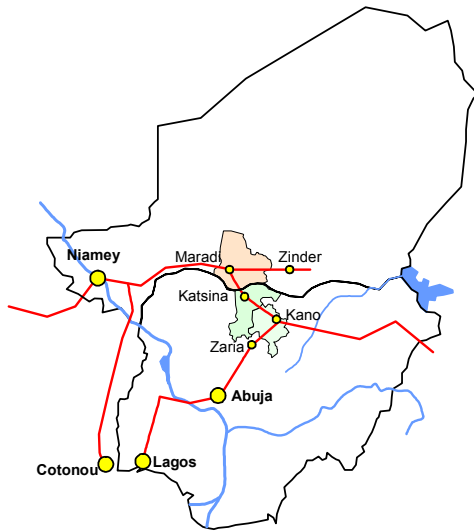
COLLECTION FINANCÉE PAR LE SECRÉTARIAT DU CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST/OCDE.



## Table des matières

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
<b>1. LE COMMERCE TRANSFRONTALIER DES CÉRÉALES</b> .....	<b>10</b>
1.1 MALGRÉ UNE DIVERSIFICATION DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT, LE NIGERIA RESTE UN FOURNISSEUR FONDAMENTAL DU NIGER .....	10
1.2 DÉTERMINANTS ET PERTURBATIONS DE L'ÉCHANGE TRANSFRONTALIER.....	12
1.3 LES FLUX TRANSFRONTALIERS DE CÉRÉALES. ....	15
1.4 LES ACTEURS ET LEURS STRATÉGIES.....	17
1.5 INTERROGER LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ CÉRÉALIER.....	18
<b>2. LA FILIÈRE BÉTAIL</b> .....	<b>21</b>
2.1 CONTEXTE .....	21
2.2 LES MARCHÉS ET LEUR SAISONNALITÉ .....	21
2.3 LES ACTEURS ET LEURS STRATÉGIES.....	24
2.4 LES DIFFICULTÉS .....	25
2.5 LA SITUATION CONJONCTURELLE .....	27
2.6 OFFRE, DEMANDE ET PRIX.....	29
2.7 LES PERSPECTIVES.....	30
<b>3. LIENS ENTRE LES FILIÈRES CÉRÉALES ET BÉTAIL ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE</b> .....	<b>31</b>
3.1 LE CONTEXTE .....	31
3.2 LES COMPLÉMENTARITÉS .....	31
3.3 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	35
3.4 LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE .....	36
<b>4. LES ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS ET LEUR IMPACT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE</b> .....	<b>37</b>
4.1 QUELS ENJEUX POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?.....	37
4.2 CADRE CONCEPTUEL : FLUX TRANSFRONTALIERS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	37
4.3 DISPONIBILITÉ DES CÉRÉALES .....	38
4.4 ACCESSIBILITÉ .....	41
4.5 IMPACT DE LA GRIPPE AVIAIRE SUR LA COMMERCIALISATION DE VOLAILLE.....	44
4.6 CONCLUSIONS RELATIVES À LA SITUATION CONJONCTURELLE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	46
<b>5. COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : QUELQUES PISTES DE TRAVAIL</b> .....	<b>47</b>
5.1 AMÉLIORER LA QUALITÉ ET LA DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR LES MARCHÉS TRANSFRONTALIERS DE L'ÉLEVAGE ET DES CÉRÉALES .....	47
5.2 LE SOUTIEN À LA PRODUCTION.....	48
5.3 LA COORDINATION DES POLITIQUES SECTORIELLES ET COMMERCIALES.....	49
5.4 LA FLUIDIFICATION DU COMMERCE TRANSFRONTALIER .....	49
5.5 PROPOSITIONS POUR LE RENFORCEMENT DU SUIVI ET DE L'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	50

## Kano – Katsina – Maradi : quelques repères

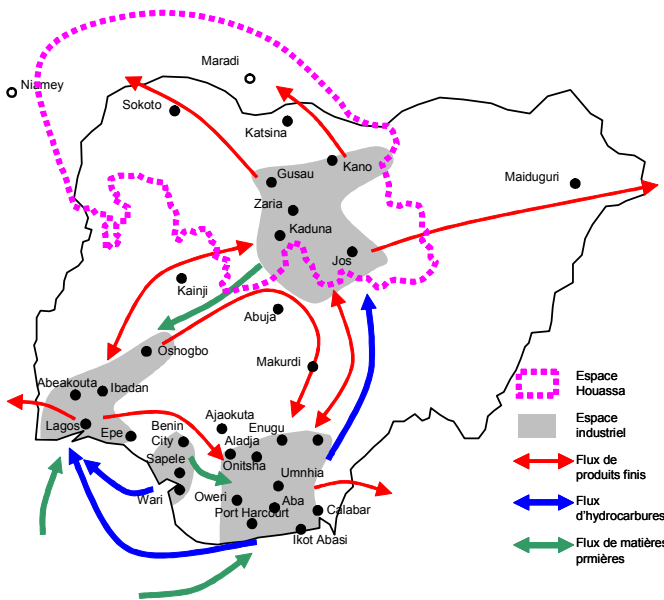


La zone K<sup>2</sup>M est constituée des États nigériens de Kano et Katsina, ainsi que du département nigérien de Maradi.

Cet ensemble couvre une superficie de 83 000 km<sup>2</sup>, soit un territoire un peu plus étendu que celui de la Sierra Leone. Il est peuplé d'environ 19 millions d'habitants, l'équivalent de la population du Ghana. Avec plus de 200 habitants au km<sup>2</sup>, Il s'agit de l'une des zones les plus peuplées d'Afrique de l'Ouest.

Dotée d'un réseau urbain dense organisé autour de l'agglomération de Kano, elle illustre le phénomène de polarisation de l'économie du Niger par celle du Nigeria que l'on peut observer le long des 1 500 km de frontières communes entre les deux pays.

On est ici au cœur du pays Haoussa, vaste aire de peuplement et d'activité économique à cheval sur le nord Nigeria et le sud Niger. Son centre industriel, l'un des plus importants du Nigeria, rayonne autour de quatre grands pôles : Kano, Zaria, Kaduna et Jos.



Les échanges commerciaux y sont intenses, qu'il s'agisse des produits agricoles, notamment le bétail du Niger, des céréales et les produits manufacturés du Nigeria ou encore des produits réexportés vers le Nigeria via le Bénin/Togo et le Niger.

Source : CSAO/OCDE 2004

## Avant-propos .....

A l'occasion de la crise alimentaire au Niger intervenue en 2005, certains intervenants ont soulevé la question du rôle joué par les marchés et les échanges transfrontaliers, dans les difficultés d'accès à la production céréalière. En effet, bien que la production de l'année 2004 ait été relativement faible au Niger (inférieure de 11 % en moyenne à celle des cinq années précédentes), du fait, notamment, de précipitations insuffisantes et de l'invasion de criquets pèlerins, elle a atteint 2,6 millions de tonnes, soit 35 % de plus qu'en 2000 (dernière année considérée comme « mauvaise » qui n'avait pas donné lieu à des problèmes majeurs de sécurité alimentaire). Cette situation a poussé le PAM, FEWS NET et le CILSS, à effectuer un bilan des connaissances<sup>1</sup>, avant de lancer une série d'études sur les marchés et les flux transfrontaliers de céréales – et de produits « de rente » dont la commercialisation permet aux populations d'acheter des céréales.

Par ailleurs, le CSAO/OCDE anime avec ENDA-Diapol le réseau *WABI*<sup>2</sup> et travaille aux côtés de la CEDEAO dans la mise en œuvre d'un Programme d'initiatives transfrontalières (PIT). Le CSAO a proposé à FEWS NET d'enquêter sur le commerce transfrontalier de l'élevage et des céréales dans l'espace Kano–Katsina–Maradi (K<sup>2</sup>M), entre le Nigeria et le Niger ; zone sur laquelle des travaux du réseau *WABI* avaient déjà porté<sup>3</sup>.

Le CSAO et FEWS NET, rapidement rejoints par le PAM et le CILSS, ont donc décidé de dépêcher une mission conjointe dans la zone K<sup>2</sup>M afin :

- de mieux cerner le commerce transfrontalier de l'élevage et des céréales et son impact sur la sécurité alimentaire ;
- de préparer un éventuel processus de coopération transfrontalière nigéro-nigériane par rapport à ces deux filières (et à la sécurité alimentaire).

Sollicité, le système des Nations Unies au Niger a également proposé d'adjoindre à l'équipe deux représentants d'OCHA et de l'UNICEF. Par ailleurs, la mission comprenait également un membre du Réseau des systèmes d'information sur les marchés en Afrique de l'Ouest (RESIMAO). Enfin, les autorités du Niger et du Nigeria ont été associées à sa préparation et ont fourni leur concours à son exécution.

---

<sup>1</sup> Cf. Noëlle Terpend, *Bilan des connaissances sur le commerce et les marchés impliqués dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest*, décembre 2005, disponible sur [www.wfp.org/operations/Emergency\\_needs](http://www.wfp.org/operations/Emergency_needs).

<sup>2</sup> West African Borders and Integration. Voir le site <http://www.afriquefrontieres.org/>

<sup>3</sup> Voir le document *WABI/DT/21/04, Maradi-Katsina-Kano : couloir de développement ?*; Mohamadou Abdoul, Karim Dahou et Marie Trémolières. Etude financée par le CRDI et réalisée par ENDA-Diapol avec l'appui du CSAO/OCDE. La lecture de cette étude peut être complétée par celle du document *WABI/DT/20/04 : Malanville – Gaya comptoir commercial et couloir de spéculation (pays frontière de l'informel)*, étude réalisée par Guy-Michel Boluvi pour le CSAO. Ces documents sont disponibles en français et en anglais sur le site <http://www.afriquefrontieres.org/>

Composée de huit personnes<sup>4</sup> et représentant sept institutions, cette mission traduit la volonté, de la part du système multilatéral, d'entreprendre une collaboration approfondie aux plans opérationnel et, surtout, analytique. Elle est à l'origine du présent rapport, qui est le fruit d'une interaction permanente – et d'une co-rédaction – entre ses membres. Porteur d'une analyse à la fois structurelle et conjoncturelle des échanges de produits de l'élevage et de céréales et de leur impact sur la sécurité alimentaire, il a pour ambition d'accompagner un certain nombre d'initiatives que pourraient prendre les gouvernements du Niger et du Nigeria appuyés par leurs partenaires. Il contient des propositions susceptibles d'alimenter un processus de coopération transfrontalière entre les deux pays. Ces propositions devraient être discutées à l'occasion d'un atelier transfrontalier réunissant des représentants des autorités et des collectivités locales et centrales, des commerçants, des transporteurs, des industriels, des producteurs et des éleveurs des deux pays, et des partenaires techniques et financiers.

Dans l'attente de cet atelier, il ne reste donc plus qu'à délivrer ce rapport et à souhaiter que cette initiative permettra d'améliorer durablement les échanges de céréales et d'élevage entre le Niger et le Nigeria, dans l'intérêt de ces filières, de ces pays et de la sécurité alimentaire dans la zone.

Par ailleurs, ce travail fait partie d'un processus plus large visant à cerner la dynamique des échanges mais aussi le renforcement des initiatives transfrontalières. Il s'inscrit dans le sillage de l'étude conjointe PAM/CILSS/FEWS NET sur le bilan des connaissances et les résultats seront également capitalisés par le CILSS dans le processus de mise en place d'un dispositif permanent de suivi des flux transfrontaliers dans la région.

---

<sup>4</sup> La mission était composée de MM. Geert Beekhuis, PAM ; Moussa Cisse, CILSS ; Karim Dahou, consultant CSAO ; Safari Djumapili, OCHA ; Philipp Heinrigs, CSAO ; Laouali Ibrahim, FEWSNET ; Sani Ibrahim, RESIMAO et Chegou M, UNICEF.



## Introduction

---

Malgré une diversification des sources d'approvisionnement du Niger depuis le milieu des années 1990, le Nigeria demeure son principal fournisseur en cas de déficit alimentaire. Outre la proximité des zones de production et le prix relativement peu élevé du carburant nigérian, qui réduisent les charges de transports, de nombreux facteurs tenant à la taille de son marché et de ses structures de production, expliquent la compétitivité de la production du Nigeria. De surcroît, les commerçants du Niger et du Nord Nigeria se comprennent parfaitement, appartenant au même espace haoussa composé de cinquante millions de locuteurs. Ils parlent la même langue, partagent 1 500 km de frontière commune et sont souvent unis par des liens familiaux, religieux, lignagers, etc.

Dans ce contexte, l'analyse de la production et des échanges de céréales, et celle de leur impact sur la sécurité alimentaire, ne peuvent se limiter à un seul pays. Le sud du Niger et le nord du Nigeria constituent un bassin de production céréalière dans lequel les marchés sont parfaitement intégrés et les marchandises circulent facilement, parfois même en contravention des réglementations nationales. Le couloir Kano-Katsina-Maradi représente l'axe autour duquel tout cet espace gravite. Principal corridor d'échanges en Afrique de l'Ouest, il relie depuis longtemps le Golfe de Guinée à l'Afrique du Nord et même au Moyen-Orient.

Si ces circonstances justifient qu'on s'intéresse aux céréales, il est apparu indispensable d'inclure l'élevage dans l'analyse car son impact est important sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, la commercialisation des produits « de rente » permet aux populations d'accéder à des revenus pour acheter des céréales sur les marchés. Or, l'élevage est le principal produit de rente du Niger et 97 % des exportations de bétail de ce pays sont écoulées vers le Nigeria.

C'est pourquoi ce rapport décrit les échanges transfrontaliers de céréales (I) et de produits de l'élevage (II) entre le Niger et le Nigeria, les rapports entre les deux filières (III) et l'impact de ces échanges sur la sécurité alimentaire (IV). Il finit par proposer un certain nombre de recommandations, propositions ou pistes d'action visant à renforcer la sécurité alimentaire des deux pays et sur le plan régional et aussi une dynamique de développement basé sur la coopération transfrontalière.

## 1. Le commerce transfrontalier des céréales

Les céréales constituent une denrée alimentaire stratégique en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel et au Niger où elles représentent 60 à 90 % des apports énergétiques selon les pays. Si la dévaluation du franc cfa de 1994 a entraîné le développement de bassins de production importants (notamment la zone SKBo<sup>5</sup>) et stimulé les échanges entre les pays de la Zone franc, le Nigeria demeure un grand producteur avec 59 % environ de la production régionale. Il dispose d'avantages comparatifs certains liés aux conditions agro-climatiques mais aussi aux capacités d'adaptation de ses producteurs. Ces derniers ont su moderniser leur système de production grâce au développement du commerce régional mais également aux politiques d'appui mises en place par leur gouvernement.

Tableau 1 : Production, importation et exportation de céréales (moyenne 1994 – 2003)

	Production (1000 t)	Importation (1000 t)	Exportation (1000 t)	Consommation kg par tête
Nigeria	20 648	2 499	48	149
Niger	2 598	214	1	212
Afrique de l'Ouest	35 235	7 137	184	146

Source : FAO.

Parmi les pays d'Afrique de l'Ouest, le Niger a le plus fort taux de consommation de céréales par habitant avec une norme officielle de consommation de 250 kg par habitant et par an pour les populations sédentaires et 200 kg par an et par habitant pour les populations urbaines et nomades. Régulièrement, le pays est déficitaire et doit faire appel aux productions des autres pays de la région pour satisfaire ses besoins.

### 1.1 **Malgré une diversification des sources d'approvisionnement, le Nigeria reste un fournisseur fondamental du Niger**

#### 1.1.1 *Le Niger a récemment commencé à diversifier ses sources d'approvisionnement*

Les importations de céréales locales en provenance du Nigeria, notamment de mil et de maïs, ont longtemps constitué la grande majorité, sinon l'exclusivité des approvisionnements nigériens en provenance de l'extérieur. Ces importations étaient ensuite distribuées sur l'ensemble du territoire national. Ceci s'explique notamment par le contrôle administratif du commerce de céréales et l'interdiction des exportations, que certains États ont maintenus jusque dans les années 1990. Alors que les pays du Sahel parvenaient à en imposer le respect, la frontière nigéro-nigérienne s'est toujours caractérisée par une certaine porosité qui semblait exclure l'application stricte des dispositifs législatifs et réglementaires.

Si la région de Maradi continue de s'approvisionner exclusivement au Nigeria pour compenser l'insuffisance de la production nigérienne, en revanche, d'autres régions semblent se tourner depuis quelques années, vers de nouvelles sources d'approvisionnement. En particulier, la région des savanes, en Côte d'Ivoire, le sud du Mali et du Burkina Faso, ainsi que, dans une moindre mesure, le nord du Bénin, du Togo et du Ghana, constituent désormais des sources d'approvisionnement alternatives<sup>6</sup>.

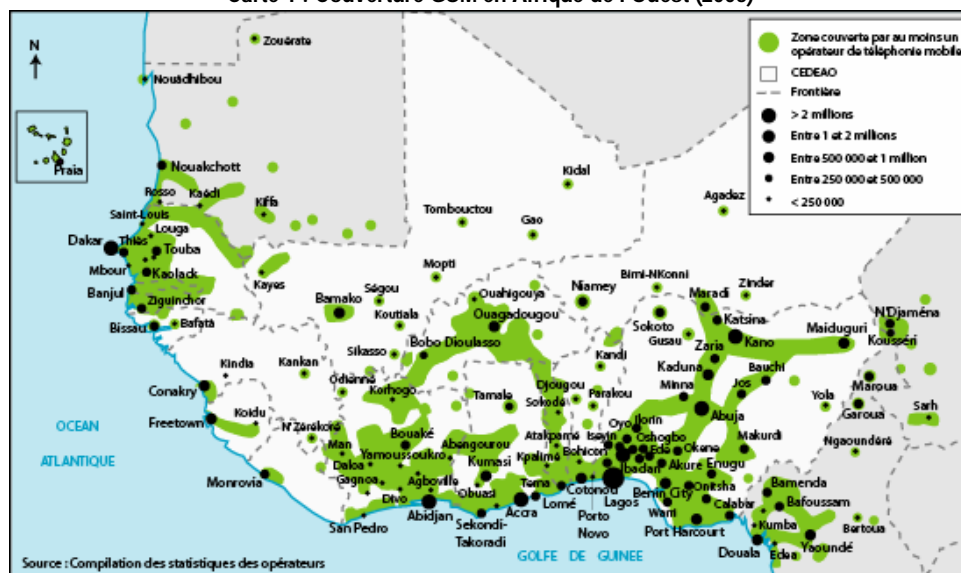
<sup>5</sup> Zone de Sikasso (Mali), Korhogo (Côte d'Ivoire) et Bobo Dioulasso (Burkina Faso).

<sup>6</sup> Un commerçant de Niamey explique ainsi qu'il dispose de correspondants dans les principales zones de production et qu'il choisit pour réaliser ses approvisionnements celles où les quantités sont les plus importantes et les prix les moins élevés.

Aux yeux des commerçants, les raisons de cette évolution, entamée au milieu des années 1990<sup>7</sup>, sont notamment les suivantes :

- La dévaluation du fca a renchéri le prix des céréales importées du marché mondial et a bénéficié aux pays producteurs de la zone Franc.
- La progressive stabilisation du cours de la naira a atténué la compétitivité-prix des céréales nigérianes ; ceci étant probablement lié à la remontée des cours des hydrocarbures<sup>8</sup> à la fin des années 1990<sup>9</sup>. Alors que les exportations nigérianes vers la zone franc ont longtemps profité de la chute continue du cours de la naira, ce dernier s'est stabilisé à partir de 2003<sup>10</sup>.
- La remontée, puis la flambée des cours du pétrole doublées d'une augmentation de 25 % de la production entre 1999 et 2005, ont solvabilisé la demande nigériane, favorisant ainsi la consommation nationale au détriment des exportations.
- La production de la zone Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso (SKBo) a augmenté, tirée par le boom cotonnier des années 1985-1995 ; les céréales étant cultivées en alternance avec le coton.
- Les politiques commerciales et agro-industrielles du Nigeria, ont conduit ce pays à régulièrement interdire l'exportation de maïs afin d'approvisionner les unités de transformation nationales, ainsi qu'à encourager l'aviculture industrielle, fortement consommatrice de cette céréale<sup>11</sup>.
- Le marché sous-régional de céréales s'est progressivement intégré : ceci tant sous l'effet des stratégies des commerçants qu'à travers le renforcement des dispositifs d'intégration régionale (création de l'UEMOA, réglementation CEDEAO sur les produits du cru, etc.). D'autres facteurs ont également facilité les contacts et la communication entre commerçants : rencontres annuelles CILSS/MISTOWA sur les opportunités d'échanges en Afrique de l'Ouest, développement rapide de l'usage du téléphone portable.

Carte 1 : Couverture GSM en Afrique de l'Ouest (2005)



<sup>7</sup> La date plus précise de 1997 a été avancée.

<sup>8</sup> Ces derniers représentent 95 % de la valeur des exportations du Nigeria.

<sup>9</sup> En outre, la politique monétaire fédérale a sans doute également joué un rôle dans la stabilisation de la naira.

<sup>10</sup> Le cours de la naira a continué à se dégrader au début des années 2000, passant de 160 à 260 nairas pour 1 000 fca sur le marché parallèle entre 2000 et 2003, puis s'est stabilisé depuis lors au sein d'une fourchette de 250 à 275 nairas/1 000 fca.

<sup>11</sup> Un commerçant de Dawano estime approximativement à 20 % la proportion de maïs stockée sur le marché et destinée à alimenter l'industrie avicole.

### 1.1.2 De puissants facteurs déterminent néanmoins l'importance de la production au Nigeria, qui demeure la principale source d'approvisionnement du Niger

Malgré l'apparition de nouvelles sources d'approvisionnement, le Nigeria demeure cependant le principal fournisseur du Niger en général et de Maradi en particulier. La proximité des zones de production et le coût modéré du carburant nigérian réduisent les charges de transport par rapport à celles qui grèvent les produits importés des autres pays de la sous-région. Tandis que cette faiblesse des coûts de transport joue un rôle évident, la présence à Kano du plus grand marché sous-régional de céréales explique également l'importance des flux vers la région de Maradi. Enfin et surtout, de puissants facteurs déterminent l'importance et la compétitivité de la production nigériane :

- la taille du marché nigérian, qui décuple les possibilités d'affaires et stimule la production ;
- l'urbanisation nettement plus développée – notamment au niveau de la ceinture soudano-sahélienne – que dans les autres pays de la sous-région, ce qui exerce un fort effet d'appel sur la production agricole ;
- l'existence de dispositifs de crédit agricole, aux surplus subventionnés<sup>12</sup> ;
- l'importance des aménagements agricoles, notamment des périmètres irrigués ;
- la motorisation de la production et le faible coût du carburant ;
- le subventionnement des intrants<sup>13</sup> ;
- la présence de ressources hydriques relativement plus abondantes qu'au Niger ;
- l'intensification de la production dans le cadre de vastes complexes agro-industriels<sup>14</sup> ;
- le nombre relativement important d'unités de conditionnement et de transformation des céréales ;
- le volume des exportations pétrolières du pays, 5<sup>ème</sup> au niveau mondial, qui supporte les politiques volontaristes de soutien à l'agriculture.

## 1.2 Déterminants et perturbations de l'échange transfrontalier

### 1.2.1 Les facteurs de l'échange transfrontalier

#### Le taux de change de la naïra

Si la baisse régulière du taux de change naïra/fcfa a longtemps rendu la production nigériane très attractive, il reste à vérifier si sa stabilisation récente est durable et quels en seront les effets. L'expérience montre que les marchés nigériens ont une forte capacité à s'ajuster en fonction du marché mondial : si la naïra augmente, les prix intérieurs du Nigeria baissent en valeur absolue. A l'inverse, si la naïra baisse, les prix intérieurs augmentent en valeur absolue.

<sup>12</sup> Cf. en particulier, *the Agricultural Credit Guaranteeing Schemes* [ACGS], mélange de crédits publics et privés – garantis et contrôlés par les autorités locales – dont l'État de Katsina est le meilleur utilisateur.

<sup>13</sup> Le prix du sac d'engrais de 50 kg subventionné oscille autour de 1 000/1 500 nairas (en plus d'une subvention de l'État central, il existe une subvention versée au niveau local qui varie selon les États), contre 3 200 nairas sur le marché. La quantité d'engrais subventionné par producteur a cependant diminué au fil des ans et s'élève aujourd'hui à un sac d'engrais pour trois personnes.

<sup>14</sup> Du fait de la motorisation de la production, de nombreuses exploitations du Nord Nigeria enregistrent des taux de rendements de 10 tonnes l'hectare sur les cultures céréalières – contre seulement deux tonnes dans la zone SKBo.

### Le volume et les prix des deux côtés de la frontière

Lorsque la production régionale est abondante, d'importants volumes de céréales nigérianes sont dirigés vers les régions voisines du Niger, qui sont structurellement déficitaires. *A contrario*, quand la production est faible, le Nigeria consomme non seulement la grande majorité de sa production, mais peut même aller jusqu'à importer des céréales d'autres pays de la sous-région. L'interruption des flux du Nigeria vers le Niger peut alors creuser le déficit dans ce dernier pays. Toutefois, l'évolution des volumes disponibles sur les marchés n'est pas le seul déterminant des prix. D'une part, le consommateur peut substituer un produit par un autre (mil/maïs par exemple). Mais d'autre part, les industries agroalimentaires —dont le développement est rapide au Nigeria— disposent de moins de possibilités de substitution. La demande de l'agro-industrie est donc plus « rigide » et peut entraîner des augmentations de prix plus importantes, particulièrement pendant les années de crise<sup>15</sup>.

### La maîtrise du marché par les commerçants des deux pays

Les grands commerçants nigériens disposent d'informations sur les marchés nigériens et s'approvisionnent au Nigeria pour reconstituer leurs stocks. Les commerçants nigériens ont quant à eux structurellement adapté leurs stratégies aux caractéristiques du marché nigérien, concurrençant les commerçants de Maradi au moment de la collecte et stockant certains des achats dans la ville de Maradi en perspective de la soudure.

### Les affinités socioculturelles

Les affinités socioculturelles entre les commerçants et les officiels haoussas du Niger et du Nigeria, en particulier ceux de Maradi, Katsina et Kano, constituent un déterminant fondamental de l'échange entre les deux pays. Ces affinités conduisent les commerçants d'un pays à s'arrêter à la frontière afin de transmettre leurs marchandises à leurs homologues de l'autre pays. Ces derniers prennent alors la responsabilité du transport jusqu'au lieu d'écoulement et effectuent les négociations nécessaires avec leur administration nationale. Sans ce « *passage de témoin* », les tracasseries routières réduiraient sans aucun doute le volume des transactions. Les liens socio-culturels expliquent aussi le contournement des réglementations limitant les exportations céréalières, de part et d'autre des frontières.

### Les choix de production des agriculteurs nigériens

Etant donné le volume de la production nigériane<sup>16</sup>, les arbitrages des producteurs de ce pays concernant l'importance relative des cultures de rente et des cultures vivrières ont des conséquences directes sur l'approvisionnement du Niger. Si les surfaces emblavées en cultures de rente progressent au détriment de celles qui sont allouées aux cultures céréalières, le disponible pour les exportations nigérianes vers le Niger diminue<sup>17</sup>.

### Les politiques d'importation et d'exportation

Le Nigeria a pour habitude de mener des politiques commerciales destinées à protéger ses filières nationales de la concurrence des produits importés et à augmenter la valeur ajoutée locale. Même si les évolutions du cours du pétrole ont en définitive au moins autant d'importance que les stratégies de substitution aux importations, le volontarisme gouvernemental est également susceptible d'exercer un effet sur les importations et les exportations. En ce qui concerne les céréales, le Nigeria poursuit ainsi deux objectifs :

<sup>15</sup> Ceci explique peut-être le fait qu'en 2005, l'augmentation des prix du mil a été plus importante au Nigeria qu'au Niger du fait de l'existence d'un important secteur agro-industriel autour de Kano.

<sup>16</sup> 16 millions de tonnes en 2004, contre 14 millions pour l'ensemble des pays du CILSS et 2,6 millions pour le Niger.

<sup>17</sup> Par exemple, la corrélation entre le prix mondial du coton et les surfaces consacrées aux céréales dans les zones cotonnières est avérée, en particulier dans les plus grandes exploitations.

la satisfaction de la demande nationale et le développement de filières agro-industrielles grâce à la transformation locale. Ce sont ces objectifs qui le conduisent à appuyer la croissance de la production rizicole sur l'interdiction d'importer du riz, ou à interdire l'exportation de maïs afin de garantir l'approvisionnement des unités de transformation locale et de la filière avicole.

Le gouvernement du Niger, de son côté, poursuit un objectif de sécurité alimentaire qui le conduit à interdire l'exportation de céréales.

Il reste que les interdictions sont régulièrement contournées et n'exercent manifestement qu'une influence limitée sur les échanges transfrontaliers de céréales locales.

### *1.2.2 Les perturbations de l'échange transfrontalier*

#### Les tracasseries routières

Les entraves routières à la circulation des marchandises, appelées « tracasseries » sont, selon un grand nombre de commerçants, liées à l'accumulation de règlements difficiles, longs et coûteux à satisfaire.

Les grands commerçants ne semblent pas tellement sensibles à ces contraintes routières et douanières. La plupart jugent les taxes acquittées négligeables par rapport aux autres charges grevant leurs coûts d'exploitation et ne se plaignent pas outre mesure de l'attitude des corps de contrôle<sup>18</sup>.

Dans les faits, les tracasseries semblent surtout s'appliquer aux petits commerçants qui effectuent des transactions portant sur des volumes limités, ont des marges plus faibles et sont donc plus sensibles aux taxes sauvages. L'importance occasionnelle des écoulements de mil nigérien vers le Nigeria, malgré l'interdiction faite par le gouvernement du Niger d'exporter des céréales locales, et celle des exportations de maïs nigérien vers le Niger, en dépit de la restriction imposée par le gouvernement du Nigeria, interdisent pourtant de penser que seuls les petits commerçants se livrent à la contrebande. Le pouvoir de négociation des grands commerçants joue sans aucun doute un rôle déterminant dans la relation qu'ils nouent avec les corps de contrôle.

#### La barrière de la langue

La plupart des opérateurs évoquent des complications croissantes à mesure qu'on s'éloigne de l'axe Kano-Katsina-Maradi. Progressivement, en effet, la barrière de la langue finit par prendre le pas sur les affinités socioculturelles. Hors de l'espace haoussa, cette barrière devient infranchissable. Ceci explique que peu de commerçants se décident à passer la frontière. Mis à part le petit commerce, l'essentiel des transactions met aux prises deux groupes d'acteurs liés par des relations économiques et/ou culturelles, sociales, familiales, religieuses, etc. C'est pourquoi on parle d'un commerce « en relais » dans lequel un groupe de commerçants achemine la marchandise jusqu'à la frontière et la transmet à un autre groupe qui la dirige vers un marché de regroupement ou d'écoulement. Chaque groupe de nationaux est en effet spécialisé dans les négociations avec les corps de contrôle de son pays d'origine<sup>19</sup>. Il ne faut pas chercher plus loin la raison de la floraison des marchés frontaliers, autant de « points de rupture de charge », au niveau de toutes les frontières intérieures de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

---

<sup>18</sup> Un commerçant de Niamey nous a indiqué qu'il a pour habitude de saisir le Ministre du commerce quand ses transporteurs lui signalent des difficultés sur un axe qu'ils empruntent fréquemment. Cette démarche permet selon lui d'obtenir une diminution rapide du nombre de barrages sur l'axe considéré.

<sup>19</sup> La politique du gouvernement fédéral du Nigeria tend à éviter que les membres des corps de contrôle (douane notamment) soient originaires du lieu où ils exercent. Ainsi les douaniers de Katsina ne parlent pas nécessairement le haoussa.

## L'insécurité

L'insécurité des voies de communication et des lieux d'échanges et de transactions semble également constituer une hypothèque importante pour la circulation des hommes et des marchandises. Ce problème pousse de nombreux commerçants du Niger à refuser de se rendre au Nigeria, sauf quand leur activité les y oblige expressément. Tel est en particulier le cas pour ceux qui écoulent des produits en transit vers le marché nigérian. En revanche, la plupart des commerçants céréaliers de Maradi préfère attendre que des Nigériens viennent réaliser les transactions au Niger et charger leur produit au niveau de leurs entrepôts. Ces éléments contribuent à leur tour à expliquer l'organisation en réseaux basée sur la confiance mutuelle et parentale.

## L'absence de mécanismes de compensation

Ce manque se fait ressentir tant au niveau des banques qu'à celui des assurances. Même si le taux de la naira s'est stabilisé depuis environ trois ans, les phénomènes monétaires exercent des effets psychologiques durables et les commerçants nigériens rechignent toujours à être payés en nairas. Certains ne l'acceptent que parce qu'ils réalisent par ce moyen des achats de produits nigériens qu'ils vont écouler au Niger. L'absence de couverture du risque de change limite donc probablement le volume des transactions entre les deux pays. D'autre part, si les véhicules qui transportent les marchandises subissent un accident dans le pays voisin, les mécanismes assurantiels et, le cas échéant, contentieux, ne fonctionnent pas assez efficacement pour recouvrer le montant des pertes.

### **1.3 Les flux transfrontaliers de céréales**

En ce qui concerne les céréales sèches, notamment le mil et le maïs, ainsi que, dans une moindre mesure, le sorgho, le Niger en général et la région de Maradi en particulier, se tournent régulièrement vers le Nigeria pour résorber le déficit de l'offre nationale eu égard à la demande. Les flux transfrontaliers de céréales sont cependant d'autant plus difficiles à cerner qu'ils ne font pas l'objet, au contraire des exportations de produits de l'élevage, de la procédure d'enregistrement au guichet unique des formalités du commerce extérieur.

Tout semble démontrer que le contournement des dispositifs législatifs et réglementaires visant à empêcher l'importation ou l'exportation de certains produits – notamment celle de mil et de sorgho nigériens en direction du Nigeria, ou de maïs nigérian vers le Niger – est abondamment pratiqué le long de l'axe Kano-Katsina-Maradi. En dehors des témoignages concordants de très nombreux acteurs, ce fait paraît attesté par le nombre impressionnant des produits interdits d'importation au Nigeria – textiles, riz, véhicules d'occasion, etc. – qui transitent par le Niger, alors que l'axe Lomé-Cotonou-Lagos est beaucoup plus direct.

Quoi qu'il en soit, on peut estimer que des centaines de milliers de tonnes de céréales passent chaque année la frontière entre les deux pays. La majorité – mais non l'exclusivité – des flux provient du Nigeria et se dirige vers le Niger. Dans les années 1990, certaines estimations faisaient état d'un volume de 200 000 tonnes de mil et de maïs nigériens écoulés tous les ans au Niger<sup>20</sup>. Même si les sources d'approvisionnement de ce pays se sont diversifiées, le Nigeria continue vraisemblablement de pourvoir à l'essentiel de ses besoins d'importation. En attendant qu'un système efficace de comptage des flux informels soit mis en place, il est possible de décrire l'orientation des flux en fonction des saisons.

---

<sup>20</sup> Cf. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE, *Les perspectives commerciales entre le Nigeria et ses voisins*, Paris, OCDE, 2001.

### *1.3.1 De septembre à décembre : la collecte*

Alors que les commerçants nigériens s'appuient sur un réseau de collecteurs strictement limité au Niger, les acheteurs nigériens s'approvisionnent au niveau de tout le bassin de production transfrontalier. Une partie des achats effectués au Niger est cependant stockée sur place en perspective de gains spéculatifs pendant la période de soudure. Ces stratégies témoignent d'une adaptation au caractère chroniquement déficitaire de la production nigérienne.

Bien que les exportations de céréales soient interdites par les autorités nigériennes, cette prohibition n'empêche pas une partie des récoltes de mil et de sorgho nigériens produites à proximité des frontières d'être écoulée vers le Nigeria. Dans certaines circonstances (mauvaise récolte au Nigeria...), les volumes peuvent être importants. Ceci s'explique notamment par les moyens financiers relativement plus importants des commerçants nigériens, qui leur permettent de stocker des quantités supérieures à celles de leurs homologues nigériens<sup>21</sup>.

Le maïs suit en revanche une direction inverse, puisqu'il est majoritairement produit dans la zone soudanienne, soit au niveau du versant nigérien du bassin transfrontalier. Il s'agit d'une culture plus exigeante en terme d'intrants, ce qui avantage les producteurs nigériens. Les écoulements du Nigeria vers le Niger se font toute l'année, mais ils atteignent leur pic au début de la soudure. Certains producteurs/commerçants nigériens commencent toutefois à commercialiser leur production dès la collecte afin de constituer un fonds de roulement pour la commercialisation d'autres céréales vers le Niger. Certains gros commerçants achètent et stockent sur place les céréales dans les villages situés dans les zones de productions où ils ont installé des silos leur appartenant.

### *1.3.2 De janvier à avril : la pré-soudure*

La reconstitution des stocks s'effectue pendant cette période où les commerçants peuvent se faire une idée plus précise de la situation pendant la période de soudure. Ils ajustent alors leurs stocks en prévision de la soudure. A partir de la pré-soudure, le volume nettement plus important des stocks nigériens rend ces derniers souvent plus accessibles que ceux du Niger, plus chers. De nombreux grossistes et semi-grossistes de Maradi commencent alors à s'approvisionner au Nigeria. En année de crise, cependant, les prix nigériens peuvent être trop élevés pour pouvoir s'ajuster à la demande nigérienne.

Les commerçants nigériens peuvent envoyer leurs collecteurs pour s'approvisionner au Nigeria, soit sur les marchés de collecte, soit sur les marchés de regroupement comme Dawano. Des commerçants nigériens honorent également les commandes passées par des Nigériens et viennent livrer leur marchandise au Niger.

### *1.3.3 De mai à août : la soudure*

Cette période permet de réaliser les plus gros profits, mais présente également les plus grands risques. Alors qu'elle débute en mai/juin, le prix chute généralement dès le mois d'août, ce qui laisse un à deux mois pour réaliser des transactions qui vont décider du volume des bénéfices, ou des pertes pour l'année. L'importance des risques s'accroît avec le poids des intérêts pesant sur les crédits contractés auprès des banques.

Les grands commerçants des deux pays stockent en début de campagne pour approvisionner les villages pendant la période de soudure. Les stocks constitués de chaque côté de la frontière sont indifféremment destinés aux deux pays en fonction des besoins. Certains commerçants nigériens stockent au Niger en vue d'approvisionner ce marché pendant la période de soudure.

---

<sup>21</sup> Les commerçants de Dawano font état de connivences avec les douaniers qui se traduisent par des passages de convois la nuit.



En règle générale, le Niger est plus souvent déficitaire et les échanges se font majoritairement du Nigeria vers le Niger. Dans des circonstances exceptionnelles, cependant, malgré une offre nationale insuffisante, une partie de la production nigérienne peut être écoulee vers le Nigeria. Il suffit pour cela que le prix de vente au Nigeria soit plus élevé qu'au Niger, ce qui a parfois été le cas au cours des dernières années. Il faut d'autre part établir une distinction selon qu'il s'agit de mil et de sorgho d'un côté, ou de maïs de l'autre. Les deux premiers peuvent exceptionnellement être exportés vers le Nigeria – et ce malgré l'interdiction d'exportation des céréales établie par le gouvernement du Niger – tandis que le second, surtout produit au Nigeria, alimente des flux constants vers le Niger.

Le maïs nigérian est plus exporté vers le Niger au moment de la soudure car il est moins apprécié par les ruraux du Niger, donc consommé en dernier recours. En milieu urbain en revanche, il séduit un nombre croissant de consommateurs. Aussi la demande urbaine est permanente et stable mais au fur et à mesure de la soudure, s'ajoute la demande issue du milieu rural notamment les années où le prix du mil est très élevé.

#### **1.4 Les acteurs et leurs stratégies**

- Les détaillants s'approvisionnent auprès des semi-grossistes à la fois sur les marchés de regroupement et sur les petits marchés de collecte ruraux. Le rôle de ces commerçants dans l'échange transfrontalier ne peut être tenu pour négligeable le long d'une frontière de 1 500 km où l'agrégation de nombreux flux peut produire des résultats significatifs.
- Les semi-grossistes effectuent le transfert des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Ils ne stockent pas leurs marchandises et ont un *turn over* important. Ils acheminent généralement des quantités allant de cinq à une trentaine de tonnes par semaine des zones de production vers les marchés de regroupement. Le pic de leur activité se situe vers la fin de la pré-soudure et au début de la soudure. Certains semi-grossistes de Maradi s'approvisionnent à Dawano et écoulent leur marchandise jusqu'à Niamey. Les semi-grossistes peuvent également être des producteurs qui constituent leurs fonds de roulement grâce à la commercialisation d'une partie (souvent les deux tiers) de la récolte. Les bénéfices réalisés pendant la campagne de commercialisation leur servent ensuite à financer les investissements dans la production. Ils n'ont pas accès au crédit bancaire et c'est la raison pour laquelle ils financent leurs achats grâce à leur production et ne constituent pas de stocks. Ils peuvent cependant s'approvisionner à crédit auprès de grossistes qu'ils rembourseront après la vente de la production.
- Les grossistes disposent d'importants fonds propres, de garanties hypothécaires et d'un accès au crédit bancaire. Leurs capacités de stockage sont par conséquent considérables. Ceux de Maradi stockent des quantités pouvant aller jusqu'à cinq mille tonnes, tandis que les grossistes de Dawano peuvent dépasser la dizaine de milliers de tonnes<sup>22</sup>. Les grands commerçants, notamment ceux de Dawano, s'approvisionnent à la fois au niveau des fermes et des marchés de collecte, mais ils privilégient les fermes où la mécanisation leur permet d'accéder à des quantités importantes – et ce même si les marges réalisées à partir des achats sur les marchés de collecte sont supérieures. Ils font construire des magasins de stockage au niveau des zones de collecte pour accroître les quantités achetées. Les grossistes peuvent stocker leur marchandise pour une longue durée : certains commerçants de Dawano disposent de stocks de sorgho de trois ans d'âge.

---

<sup>22</sup> Un commerçant de Dawano dispose ainsi de trois entrepôts d'une capacité de 4 500 tonnes.

La confiance constitue un déterminant fondamental des rapports entre commerçants au sein d'un marché qui demeure largement informel. C'est d'abord elle qui explique que les grands commerçants fournissent la plupart des semi-grossistes à crédit, ou que les détaillants ne remboursent ces derniers qu'après l'écoulement des marchandises. C'est aussi elle qui permet à un grand commerçant de Niamey de recevoir en quelques jours plusieurs milliers de tonnes en provenance du Burkina Faso, sans avoir déboursé un fca ni présenté aucune garantie. C'est enfin la nécessité de reproduire son réseau de clients et d'éviter les impayés qui détermine l'importance de l'investissement social dans la parenté proche ou élargie<sup>23</sup>.

Les commerçants accèdent aux informations stratégiques sur les marchés, en particulier les prix et les quantités produites dans les différentes zones d'approvisionnement, à travers leurs réseaux de collecteurs qui s'approvisionnent aussi bien sur les petits marchés de collecte que directement à la source, au niveau des fermes. Les commerçants du Niger effectuent désormais des arbitrages entre de nombreux pays producteurs (cf. *infra*). La décision d'importer est elle-même déterminée par l'existence d'un déficit au niveau des régions de Maradi et Zinder, puis au niveau national. Cette information est fournie assez tôt par le Ministère de l'agriculture et conditionne le niveau des stocks et celui du crédit.

Les commerçants stockent le plus de produits possible en prévision de la soudure pour réaliser des marges importantes. Les Nigériens, en particulier, ont des capacités d'achat et de stockage, nettement plus importantes que les Nigériens. Une partie de la production achetée au Niger est donc destinée à être vendue plus tard dans ce même pays. Les produits peuvent être alors stockés soit au Nigeria, au marché de Dawano, soit même au Niger, dans des entrepôts de Maradi. Les stocks nigériens servent essentiellement à alimenter la reconstitution des stocks opérée par les commerçants nigériens. Ces derniers approvisionnent ensuite les marchés ruraux.

## **1.5 Interroger le fonctionnement du marché céréalier**

Le marché céréalier fonctionne autour de ressorts largement spéculatifs. Cela ne signifie pas qu'il est uniquement déterminé par des commerçants sans scrupules avides de surprofits, au contraire. Ces derniers peuvent également souffrir de ne pouvoir compter sur des prix prévisibles et éventuellement subir d'importantes pertes les « mauvaises » années. Ils sont au demeurant loin d'être les seuls responsables de cette situation. L'absence de crédit à la production dans de nombreux pays – notamment au Niger – engage la responsabilité des banques et des gouvernements, pour ne citer qu'eux.

En réalité, l'origine des problèmes doit être recherchée dans la vulnérabilité chronique aux aléas climatiques, qui souligne l'absence d'investissement dans la production, ainsi que dans les lacunes de l'information, qui perturbent le fonctionnement des marchés.

### *1.5.1 L'importance du crédit à la production*

Bien qu'elles n'octroient aucun crédit à la production, la quasi-totalité des institutions financières du Niger sont désormais présentes à Maradi. Auparavant, seules la Sonibank et la BIA disposaient de lignes de crédit permettant de financer les campagnes de commercialisation des céréales. La sécurité des en-cours, attestée par des taux de recouvrement proches de 100 %, a apparemment stimulé l'intérêt de la concurrence. D'autres institutions, comme Ecobank, ont en effet ouvert une antenne locale avec l'intention déclarée de créer des instruments de crédit céréalier. Ces institutions, moins introduites auprès des familles commerçantes de Maradi, ont commencé par ouvrir des comptes courants, dont la qualité de la gestion devrait servir de critère à l'octroi des crédits commerciaux. Toutes les institutions financières subordonnent en tout état

---

<sup>23</sup> Un commerçant/producteur de Maradi cède ainsi la totalité de sa production céréalière – soit 30 tonnes de mil et 5 tonnes de sorgho – à titre gratuit.

de cause l'octroi du crédit à la présentation de garanties hypothécaires. Il existe plusieurs produits financiers correspondant à plusieurs segments de la filière de commercialisation des céréales. Ecobank, par exemple, envisage de créer 3 produits de 50, 250 et 500 millions de fcfa. Mais la quinzaine de grands commerçants qui dominent le marché régional obtiennent des crédits dont le montant est supérieur.

Les crédits de campagne de commercialisation ne doivent pas être remis en cause car ils conditionnent les importations et constituent de ce fait un garde-fou important pendant les années de pénurie.

L'insuffisance de crédit à la production au Niger constitue quant à elle un handicap fondamental pour la croissance du secteur céréalier. L'absence de dispositifs publics ou privés de soutien à la production accroît la vulnérabilité aux aléas climatiques ; ces derniers ne pouvant être tenus pour seuls responsables de la stagnation des volumes. *A contrario*, les producteurs nigériens ont bénéficié de nombreux dispositifs publics de soutien et d'encadrement. Ces mesures ont permis de réaliser d'importants investissements agricoles, notamment en matière d'irrigation, qui ont limité l'impact des variations pluviométriques<sup>24</sup>. De même, dans la zone SKBo, les cultures céréalières ont bénéficié des crédits ruraux alloués à la production cotonnière et se sont très rapidement développées.

Parallèlement, l'accroissement de la concurrence entre établissements financiers sur un même segment – celui de la commercialisation – de la filière céréalière menace, en l'absence d'initiatives portant sur la production, les profits des banques. A quoi il convient d'ajouter que plusieurs grands commerçants qui accèdent au crédit bancaire sont également des producteurs céréaliers disposant donc, par hypothèse, de garanties hypothécaires. Tout ceci milite puissamment en faveur d'initiatives visant à promouvoir le crédit rural à la production. De telles initiatives exigent d'abord une forte volonté politique, exprimée au plus haut niveau, ainsi que l'association des banques de développement et du secteur financier privé. L'enjeu de la sécurité alimentaire au Niger semble depuis longtemps suffisamment important – et récurrent – pour que des réponses de long terme puissent être enfin envisagées (et adoptées).

### 1.5.2 L'utilité d'une information complète et fiable

La mauvaise qualité de l'information joue sans doute un rôle dans les déséquilibres du marché. Il semble en effet que la production nigérienne de cultures de rentes ait plusieurs fois progressé au cours des dernières années, à l'instigation des autorités gouvernementales qui comptaient ainsi approvisionner les unités de transformation locales (huileries, usines textiles, etc.) et écouler les surplus sur le marché international. Cette progression a eu pour conséquence une réduction des surfaces cultivées en céréales et une augmentation corrélative du prix de ces dernières. Les unités de transformation locales cependant n'ont pas absorbé la totalité de la production<sup>25</sup>, ce qui a provoqué une chute des prix des produits de rente et un réinvestissement dans les cultures céréalières, lequel pourrait entraîner une nouvelle chute des prix. Les producteurs comme certains commerçants se plaignent de cette instabilité qui ne permet pas d'optimiser les investissements dans la production ou le commerce des céréales. Il serait donc très intéressant de disposer d'informations fiables sur le niveau des surfaces emblavées, la production, les volumes conservés pour l'autoconsommation et ceux mis sur le marché, les volumes stockés, etc.

---

<sup>24</sup> En revanche, la stabilité des prix au Nigeria n'a pu être assurée ni par la voie administrative, comme en Europe, ni grâce à un fonctionnement régulier du marché. Le principal facteur de cette instabilité réside moins dans la vulnérabilité aux aléas climatiques que dans les mauvaises anticipations des producteurs et des commerçants, ce qui engage la responsabilité des pouvoirs publics censés fournir des signaux clairs sur l'évolution des marchés.

<sup>25</sup> Sans doute car la demande en produits transformés ne s'est pas révélée aussi importante que prévue.

### 1.5.3 Dans quelles conditions les États (et leurs partenaires) peuvent-ils intervenir ?

Les gouvernements centraux du Niger et du Nigeria constituent des réserves stratégiques destinées à faire face aux urgences en période de crise –et non plus comme par le passé à influencer le marché. Parallèlement, les pourvoyeurs de l'aide internationale – agences bi ou multilatérales, organisations non gouvernementales (ONG) – réalisent également des achats sur les marchés afin d'approvisionner les populations victimes de crise alimentaire. Tel a notamment été le cas en 2005, quand la pénurie alimentaire a suscité des achats au Niger et au Nigeria, dès le début de l'année jusqu'à la période de soudure. Compte tenu des difficultés cycliques au Niger, certaines ONG présentes sur place procèdent également à des achats réguliers, opérés chaque année, en prévision de la période de soudure.

D'une manière générale, les interventions exogènes au jeu du marché ne parviennent pas à influencer sur le marché en période de crise. Tel est notamment le cas de l'écoulement des stocks gouvernementaux qui ne sont pas assez importants pour influencer sensiblement les prix. En revanche, les opérations d'achat sont susceptibles d'exercer, en situation de pénurie, un effet d'amplification comparable à celui que les stratégies de stockage des commerçants exercent sur les prix.

De fait, l'augmentation des crédits de commercialisation des céréales, qui répond au succès des stratégies de stockage et d'écoulement pendant la période de soudure, ne peut qu'encourager ces dernières et par suite amplifier leur impact sur les prix. Ce processus doit normalement buter sur la concurrence entre commerçants. Mais cette concurrence fonctionne-t-elle vraiment du fait de la nature oligopolistique du marché où quelques dizaines d'opérateurs très importants dominent ? La réponse à cette question est double. D'une part, ces très grands opérateurs sont des entreprises familiales très jalouses les unes des autres ; on ne peut donc pas dire qu'ils fonctionnent en « cartel » au sens strict du terme et établissent entre eux un prix plancher. D'autre part, il n'existe pas d'information fiable au Nigeria, ni sur les récoltes, ni sur les quantités commercialisées, ni surtout sur les volumes stockés. On peut imaginer que si de telles informations étaient connues et diffusées, elles contribueraient à une régulation plus efficace du marché en réponse au jeu de l'offre et de la demande.

Parallèlement, les opérations d'achat sur les marchés semblent accroître les anticipations de pénurie et par là favoriser l'allongement de la durée du stockage, provoquant par suite une augmentation des prix supérieure à celle qui aurait prévalu en l'absence d'intervention – ou de rumeur d'intervention ! Dans un marché hautement spéculatif, en effet, la rumeur joue un rôle comparable à celui qu'elle exerce sur le marché des changes, soit une fonction de « prédiction auto-réalisatrice ». Cette fois encore, l'information est essentielle. En premier lieu, les interventions sur les marchés locaux devraient être effectuées suffisamment tôt, voire être évitées en fonction du niveau des récoltes, peut-être même autant au Nigeria qu'au Niger<sup>26</sup>. Mais il faut encore que (i) les différents protagonistes coordonnent leur action et que (ii) le refus d'achat sur les marchés locaux soit expliqué et communiqué. Dans le cas contraire, les commerçants sont susceptibles de différer l'écoulement des stocks en attendant des opportunités d'affaires<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> A partir de la pré-soudure, les stocks nigériens alimentent souvent le marché nigérien, de sorte que l'effet prix des interventions exogènes au jeu du marché peut facilement se répercuter sur le versant nigérien. C'est ce qui s'est passé en 2005 où les prix ont d'abord augmenté au Nigeria, puis ont suivi au niveau du Niger. Si l'importance des volumes stockés est évidemment plus importante au Nigeria, la demande y est aussi nettement supérieure, ce qui explique en partie l'augmentation des prix nigériens au cours des dernières années.

<sup>27</sup> En cas de tensions sur les marchés, ces dernières peuvent être conséquentes : au plus fort de la crise, des achats de mil ont été effectués au prix de 35 000 fca le sac de 100 kg.

## 2. La filière bétail

### 2.1 Contexte

La filière bétail/viande est très importante au Niger et au Nigeria, en particulier pour les populations frontalières du bassin K<sup>2</sup>M. Elle a suscité de nombreuses études et des rencontres régulières entre le Niger et le Nigeria.

Le Niger exporte essentiellement du bétail sur pied vers le Nigeria, mais depuis 2006, il envisage de promouvoir l'exportation de viande en direction du Nigeria et de l'Afrique centrale.

Plusieurs textes et documents stratégiques ont été élaborés dans le cadre du développement de la filière, notamment pour en régir les activités commerciales (barème des taxes, conditions d'exercice, etc.). Toutefois, le secteur demeure encore largement informel.

Quelques sociétés modernes sont malgré tout en voie de constitution, voire opérationnelles, particulièrement dans le domaine de l'exportation de viande et de la transformation en lait : BIODIX, VIVANDI.

Globalement, le Niger présente un avantage comparatif certain sur la filière, notamment dans l'espace K<sup>2</sup>M, du fait de pâturages abondants, de la quantité de son bétail et de la qualité de sa viande, de la faiblesse relative du coût du transport vers le Nigeria (qui bénéficie du couplage avec le transport des céréales et des aliments pour bétail en direction du Niger). Toutefois, la filière est très sensible à la fluctuation du taux de change entre la naïra et le franc cfa et sujette à une forte concurrence des offres de bétail du Nord Nigeria, du Tchad et – depuis la crise ivoirienne – du Burkina Faso et du Mali.

Tableau 2 : Effectifs, importations et exportations de bovins et petits ruminants

	Effectif Cheptel (x 1 000 têtes)		Importations (X 1 000 têtes)		Exportations (x 1 000 têtes)		Consommation viande bovine et petits ruminants (kg par habitant)
	Bovins	Petits ruminants	Bovins	Petits ruminants	Bovins	Petits ruminants	
Nigeria	15 200	51 000	350	780	0	0	4.6
Niger	2 260	11 400	3	1.5	74	309	7.3
Afrique de l'Ouest	45 518	143 563	606	1 450	264	1 171	5.2

Source : FAO

Le Nigeria quant à lui constitue un important marché dans la région (plus de la moitié des importations). C'est un marché qui sera en expansion à cause de la croissance démographique mais aussi à cause de sa demande per capita qui cherchera à atteindre au moins la moyenne régionale.

### 2.2 Les marchés et leur saisonnalité

Contrairement aux céréales, il n'y a pas de mise en marché groupée. L'offre des producteurs s'effectue par petits nombres d'animaux —un à deux en moyenne en fonction des besoins, notamment alimentaires— à satisfaire. Cette offre est regroupée au fur et à mesure en allant des marchés du nord vers le sud du Niger où se situent les marchés de regroupement le long de la frontière avec le Nigeria. De là, l'offre est suffisamment constituée pour être dirigée vers les marchés d'exportation du Nord Nigeria, comme Jibiya, et de consommation du sud Nigeria, comme Lagos, Ilorin, Ibadan, Port Harcourt, etc.

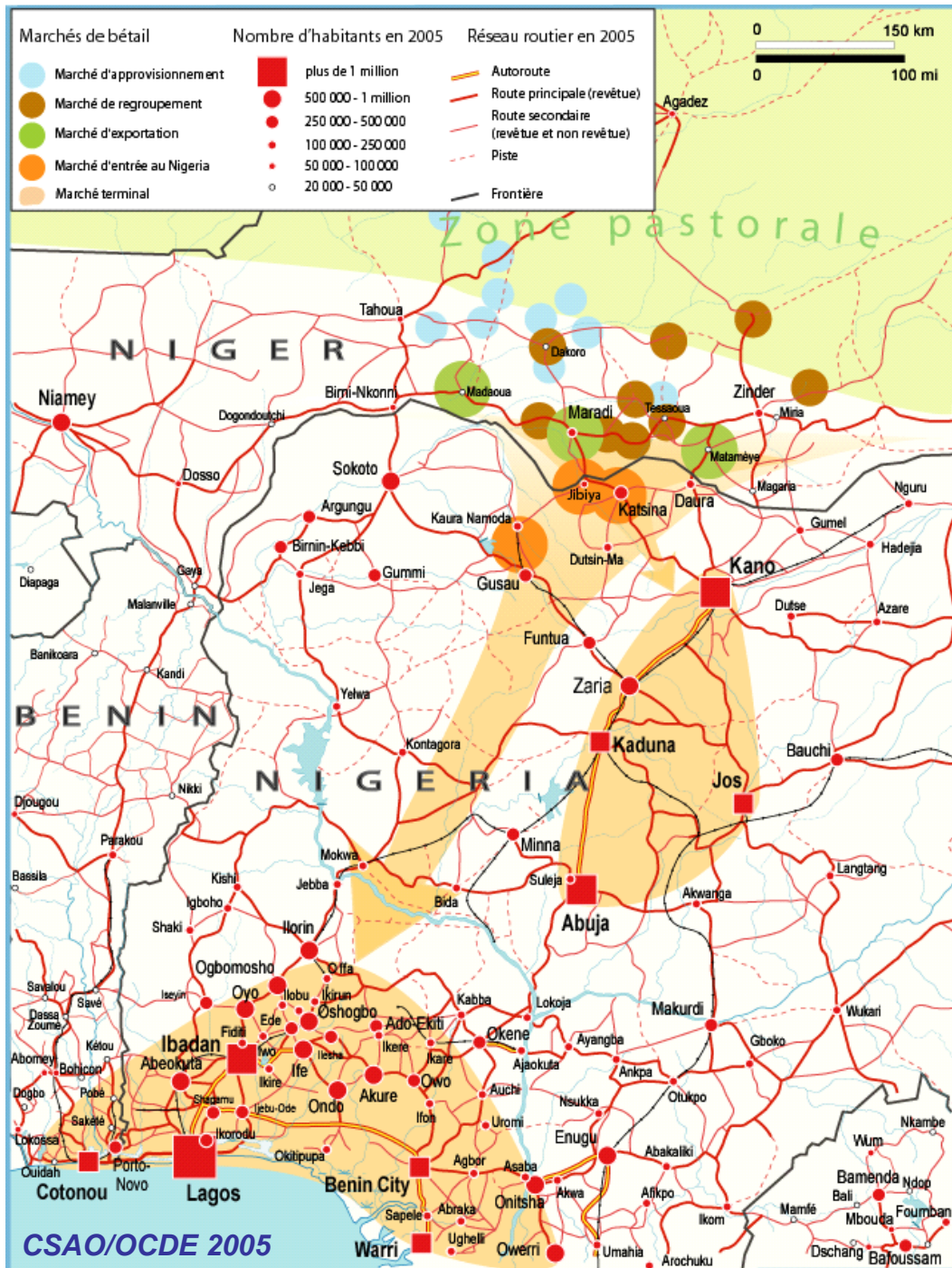
L'offre est plus importante à la fin des récoltes et à la veille de la période de soudure quand les éleveurs constituent leurs stocks en céréales et au moment des fêtes traditionnelles (Tabaski et fin de Ramadan, Pâques, Noël et jour de l'an) quand ils ont un besoin financier plus important et que la demande augmente. Elle est plus faible en saison des pluies quand le cheptel se reproduit dans les zones pastorales plus enclavées. Globalement, sa périodicité se présente comme suit :

- **D'octobre à décembre.** C'est la période de récolte et les animaux ayant séjourné dans les zones pastorales descendent vers le sud pour consommer les résidus des récoltes. Plusieurs pasteurs vendent des animaux pour constituer des stocks de céréales et d'aliments pour bétail au moment où leur prix est moins élevé. Parallèlement, la demande est relativement faible, les commerçants polyvalents étant davantage mobilisés par la collecte des produits agricoles (céréales, niébé, etc.). Il en résulte alors des flux peu élevés à l'exportation.
- **De décembre à mai.** La demande du Nigeria monte en charge. C'est au cours de cette période que la présence des Nigériens se fait le plus sentir sur les marchés. Les flux à l'exportation deviennent plus importants.
- **De juin à septembre.** C'est la période creuse, celle de l'hivernage. Les échanges Niger/Nigeria sont au plus bas car le bétail nigérien se situe plus au Nord et les approvisionnements des marchés frontaliers sont plus réduits.
- **Les périodes spéciales de fête :** les flux des bovins, ovins et caprins augmentent à l'approche de Tabaski, de la fin du Ramadan, de Pâques, Noël et du jour de l'an.

Les marchés actifs dans la commercialisation du bétail dans l'espace Kano-Katsina-Maradi peuvent être regroupés en cinq grandes catégories :

- **Les marchés d'approvisionnement de départ :** ils sont généralement situés dans les zones pastorales des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Il s'agit des marchés de Tchintabaraden, Abalak, Chadawanka, Ibohamane, Tamaské pour la région de Tahoua, de Koudou, Ajecoria, Atchitalakia, Intuila, Korahane, Bermo, Combadji, Gadabeji, Sakabal, Goula Soli pour la région de Maradi et de Gandou et Issawane pour la région de Zinder. Sur ces marchés, l'offre est essentiellement assurée par les éleveurs. Les acheteurs sont des commerçants locaux qui prennent en charge la prochaine étape, à savoir l'approvisionnement des marchés de rassemblement.
- **Les marchés de regroupement :** ils sont situés dans la partie nord de la zone agricole proche du bassin K<sup>2</sup>M. L'offre est assurée par les éleveurs et les petits commerçants locaux de bétail. Dans certains cas, ces marchés sont également fréquentés par les commerçants exportateurs du Nigeria qui les approvisionnent en céréales et en aliments pour bétail. Les principaux marchés de ce type situés dans la zone sont Dakoro, Guidan Roumdji, Tanout, Damagaram, Balbeji, Sabon-Machi, Tessaoua, Mayahi, Tchadoua, Aguié, Bakin Birgi et Takeita.
- **Les marchés de transit ou d'exportation du Niger vers le Nigeria.** Il s'agit essentiellement des marchés de Tounfafi/Madaoua, Maradi et Matameye. L'offre sur ces marchés est assurée par les éleveurs, les commerçants locaux et les agriculteurs emboucheurs de bétail. Ces marchés desservent directement ceux du Nigeria situés juste de l'autre côté de la frontière.

Carte 2 : Les marchés de bétail



Sources : Informations recueillies par la mission et CSAO/OCDE.

- **Les marchés d'entrée au Nigeria** : ils sont établis le long de la frontière et reçoivent du bétail en provenance des marchés de transit et de regroupement du Niger, régulièrement fréquentés par les commerçants nigériens qui y acheminent des céréales et des aliments pour bétail. Les plus importants dans la région Kano-Katsina-Maradi sont Chinkafi, Gada, Labao, Jibiya, Dankama, Katsina et Mai-Adua.
- **Les marchés terminaux de consommation** : ils sont situés dans les grandes villes du sud du Nigeria, Lagos, Ibadan, Ilorin, Benin City, Warri, Port Harcourt, etc., et dans certaines grandes villes du Nord comme Kano, Abuja et Kaduna.

Kano a également vocation à centraliser les flux de bétail en provenance du Niger, du Tchad et du Cameroun pour fournir un approvisionnement régulier aux grandes villes du Sud Nigeria. Dans cette optique, un marché international a été construit afin de jouer ce rôle. Malheureusement, les conflits liés au choix du site et les divergences d'intérêts politico-économiques ne lui ont pas permis d'être fonctionnel.

Sur tous ces marchés, les acteurs font la mise en marché directement ou par l'intermédiaire de correspondants (Dillali), généralement des parents auxquels ils confient le bétail moyennant une commission. Les achats et les approvisionnements des marchés sont guidés par un réseau d'information utilisant le téléphone cellulaire qui donne des renseignements systématiques sur les marchés terminaux, les prix et les espèces les plus prisées. Les exportateurs se trouvant sur les marchés de regroupement sont ainsi informés sur ce qu'il faut acheter et sur quel marché il faut s'orienter.

### **2.3 Les acteurs et leurs stratégies**

Ils sont aussi bien nigériens que nigériens, même si les autorités du Niger favorisent les nationaux. Dans ce pays, l'exportation du bétail n'est autorisée que pour les acteurs de nationalité nigérienne qui peuvent bénéficier d'avantages supplémentaires selon qu'ils sont régulièrement déclarés ou pas. Des avantages sont en effet consentis pour les pousser à régulariser leur activité vis-à-vis du fisc.

Les commerçants de bétail intervenant dans la zone exercent à titre individuel au sein d'entreprises familiales où la pratique de l'activité est généralement héritée de père en fils. Beaucoup opèrent dans l'informel et ne tiennent le plus souvent aucune comptabilité. Contrairement aux commerçants céréaliers, les gros exportateurs de bétail sont assez rares. La plupart des acteurs commercialisent entre 30 et 150 têtes pour les petits ruminants et de une à cinquante têtes pour le gros bétail. Ceci s'explique non seulement par le caractère particulier du commerce de bétail qui, une fois acheté, exige des charges d'entretien destinées à en conserver la valeur, mais également par les limites de capacité financière que connaissent de nombreux éleveurs. Généralement, les acteurs interviennent seuls ou s'associent pour constituer une offre suffisante afin de se rendre sur les marchés de consommation ou d'exportation.

#### *2.3.1 La stratégie générale*

Les commerçants nigériens disposent d'une demande régionale relativement forte toute l'année aussi bien pour la viande et le bétail que pour les produits dérivés comme les cuirs et les peaux. Ils ont développé une stratégie commerciale basée sur la valorisation de leur avantage comparatif ; stratégie qui a des impacts importants au Niger. Leurs principaux avantages sont l'accès aux capitaux<sup>28</sup>, la disponibilité de produits alimentaires et de sous-produits industriels<sup>29</sup> et la faiblesse des coûts de transport. Le Niger est quant à lui régulièrement demandeur d'aliments

<sup>28</sup> Plus étendu au Nigeria grâce à des facilités bancaires plus développées qu'au Niger.

<sup>29</sup> Céréales, son de blé, graines de coton, etc.



pour le bétail et de céréales ; cette demande entraîne une forme d'intégration des deux marchés et une réduction des coûts de transport. Ce facteur opère aussi à l'avantage du Niger et constitue un avantage comparatif vis-à-vis de pays concurrents comme le Tchad, le Cameroun, le Burkina Faso et le Mali, qui sont pratiquement autosuffisants en aliments pour bétail.

Cette intégration renforce la position des éleveurs nigériens sur le marché du Nigeria. Elle permet par ailleurs d'optimiser les profits et de réduire les risques inhérents à la fluctuation du taux de change entre la naira et le franc fcfa.

### *2.3.2 Les stratégies spécifiques*

**Chez les éleveurs :** on remarque facilement sur les marchés que les animaux qu'ils vendent sont essentiellement des mâles et des femelles en fin de cycle. La vente d'animaux est effectuée selon les besoins financiers en fonction des dépenses courantes – notamment alimentaires – à honorer. Les termes de l'échange céréales/bétail influencent beaucoup le nombre d'animaux mis en marché et la régularité de l'action.

**Au niveau des commerçants,** les stratégies spécifiques mises en œuvre se rapportent à :

- L'exercice de l'activité dans des zones habituellement connues avec une fidélisation des partenaires (fournisseurs, transporteurs, démarcheurs à la douane, intermédiaires, etc.). La motivation première de ce comportement est bien sûr la maximisation des profits car les coûts des transactions sont inférieurs lorsqu'on opère à l'intérieur de sa zone, sur des circuits connus et avec des gens sûrs. Cela évite tous les désagréments fréquents dans le commerce de bétail, où l'on peut facilement acquérir un animal malade ou volé. Cette fidélisation permet aussi de bien maîtriser l'évolution des marchés et de développer des relations qui, indirectement, contribuent à l'entretien de ce commerce.
- La prise en compte des prix sur les marchés terminaux et de l'évolution du taux de change dans la fixation du prix d'achat du bétail.
- La spécialisation selon les espèces animales : petits ruminants, bovins, camelins, asins et volailles.
- L'acceptation de faibles marges bénéficiaires avec une volonté d'effectuer des rotations rapides et fréquentes entre les marchés terminaux et les marchés d'approvisionnement. Cette pratique met le commerçant à l'abri des frais élevés d'entretien de l'animal acquis tout en lui permettant de suivre régulièrement l'évolution de l'offre, de la demande et des prix sur les différents marchés.

### *2.3.3 Les marges nettes*

Très difficiles à obtenir, les marges réalisées semblent généralement faibles<sup>30</sup>. Dans des conditions favorables, elles semblent représenter entre 5 et 10 % du prix de revient de l'animal, soit de 3 000 à 10 000 fcfa par tête selon l'espèce, la conjoncture et les tracasseries subies le long des routes. Il convient toutefois de noter que la probabilité de dégager des marges nulles et négatives existe.

## **2.4 Les difficultés**

Les commerçants de bétail dans la zone Kano - Katsina - Maradi font face à de multiples difficultés dont les plus notoires sont énumérées ci-après.

---

<sup>30</sup> Les commerçants sont réticents à divulguer ce type d'information. Des enquêtes approfondies sont nécessaires.

#### 2.4.1 La faiblesse des fonds de roulement

Il s'agit d'une contrainte plus marquée chez les Nigériens. En effet, le commerce de bétail nécessite un fonds de roulement important qui n'est pas toujours facile à acquérir. Ainsi, pour acheminer une vingtaine de bovins de Maradi à Lagos, il faut disposer d'un minimum de 3 millions de fcfa. Il n'est pas évident de mobiliser une telle somme dans le contexte d'exploitations familiales aux revenus peu élevés. Cette contrainte crée une barrière à l'entrée de l'activité qui limite la demande et le niveau des prix sur les marchés d'approvisionnement.

#### 2.4.2 Un risque élevé dans un contexte d'absence totale de mécanisme d'assurance

Le contexte dans lequel les commerçants opèrent est très risqué du fait de deux facteurs essentiels : i) le caractère hautement concurrentiel des marchés terminaux, où interviennent de nombreux acteurs sans aucune forme d'organisation (dans un tel contexte, les prix sont certes déterminés par l'offre et la demande, mais ils sont très instables et subissent de grandes amplitudes) ; ii) la fluctuation du taux de change.

Ces deux difficultés rendent le commerce de bétail incertain dans la zone et entraînent de nombreuses faillites des opérateurs. Sous l'effet conjugué de ces difficultés, un commerçant disposant d'une capacité d'environ 50 têtes de bovins, peut être progressivement réduit à ne pouvoir exporter que 40, 30, 20, puis moins d'une dizaine de têtes, jusqu'à cesser complètement l'activité. Cela explique en partie le faible soutien du système bancaire pour ce type de commerce.

#### 2.4.3 Les fluctuations du taux de change

Les variations du taux de change sont importantes et leur impact sur la marge des opérateurs est souvent sensible. Depuis janvier 2006, la naira a subi une dépréciation d'environ 10 % par rapport au fcfa. Il s'agit d'un montant important vu la marge bénéficiaire dégagée par les opérateurs.

#### 2.4.4 Les taxes et autres tracasseries sur les voies routières

Elles sont très importantes et constituent dans certains cas le principal facteur poussant les opérateurs à ne pas vouloir exercer leur activité dans l'économie formelle. Selon les témoignages des opérateurs, il arrive souvent que les barèmes officiels fixés par l'administration comme base de perception des redevances et taxes ne soient pas respectés.

Tableau 3 : Les taux fixés pour la taxe statistique au Niger

	Produit	Valeur taxable
Produits de l'élevage	Chevaux	100 000 fcfa
	Camelins	100 000 fcfa
	Bovins	100 000 fcfa
	Anes	30 000 fcfa
	Ovins	20 000 fcfa
	Caprins	10 000 fcfa
	Peaux, cuirs, peaux brutes de bovins	1 000 fcfa /kg net
	Peaux séchées d'ovins	1 000 fcfa /kg net
	Peaux tannées d'ovins	1 500 fcfa /kg net
	Peaux de caprins	500 fcfa /kg net

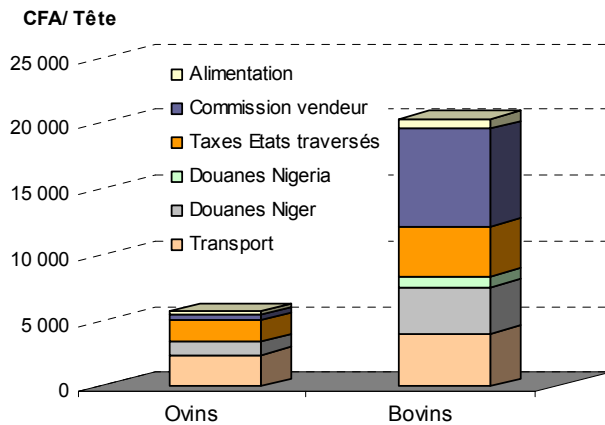
Source : DGD

Les difficultés relatives à l'application de ce texte se situent à plusieurs niveaux :

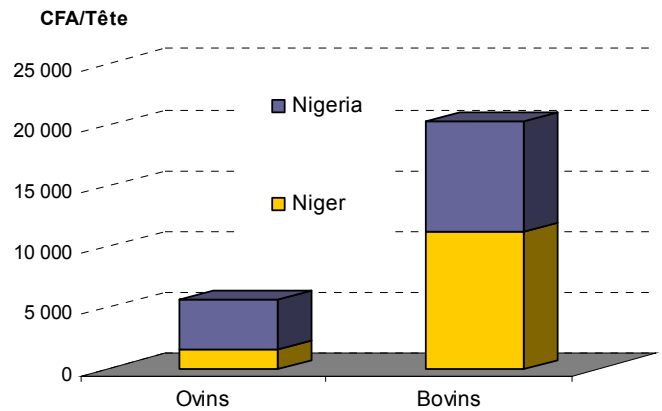
- l'application d'une valeur supérieure à celle qui figure sur le tableau ;
- l'existence de prix d'achat d'animaux inférieurs aux valeurs du tableau ;
- la fixation de forfaits déconnectés de toute réglementation.

Ces taxes et tracasseries sont un déterminant important du commerce dans la zone. Le graphique ci-dessous présente leur niveau et leur répartition à partir des entretiens obtenus par la mission.

Graphique 1. Frais et taxes supportés par les exportateurs



Graphique 2. Répartition des frais et taxes par pays



#### 2.4.5 L'insécurité sur les routes

Elle existe depuis longtemps notamment pour les commerçants de bétail. Pour y faire face, les opérateurs sont obligés d'adopter des stratégies qui aggravent les coûts de leurs transactions.

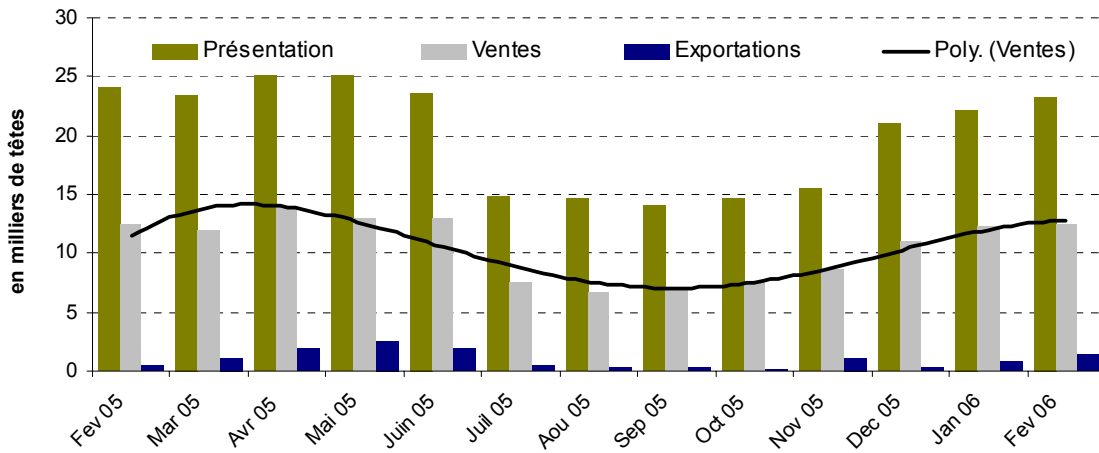
### 2.5 La situation conjoncturelle

L'année 2006 se caractérise par de bonnes disponibilités en aliments pour bétail. Les termes de l'échange jouent en faveur des éleveurs, ce qui ne les incite pas à mettre fréquemment leurs animaux sur les marchés. L'amélioration des termes de l'échange en faveur de l'éleveur n'est pas seulement consécutive à une amélioration du prix du bétail mais aussi à une baisse du prix des céréales.

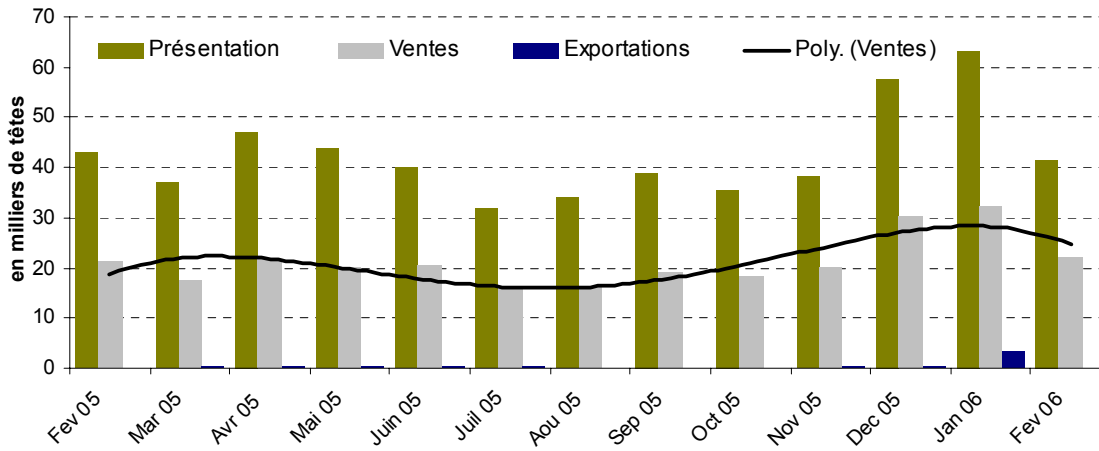
Par rapport à la situation de 2005, il a été constaté dans la région que la mise en marché des animaux est globalement en baisse, notamment au niveau des bovins et des caprins qui ont sans doute été beaucoup sollicités pendant la crise alimentaire.

Globalement et sur la base des données présentées sur les graphiques ci-dessous, on se rend compte que les présentations des animaux sur les marchés de la région de Maradi ont toujours été supérieures aux ventes. Les marchés des caprins sont les plus réguliers tant sur le plan des présentations qu'au niveau des ventes et des prix. Cela confirme l'importance stratégique de cet élevage pour la sécurité alimentaire, du fait de la régularité de ses revenus et de la consommation de sa viande.

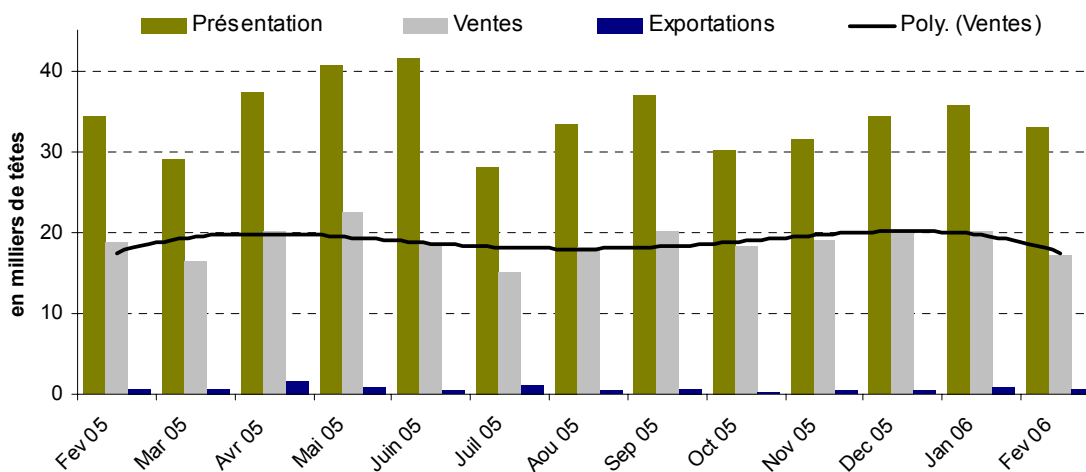
Graphique 3 : Présentation, ventes et exportations contrôlées de bovins dans la région de Maradi



Graphique 4 : Présentation, ventes et exportations contrôlées d'ovins dans la région de Maradi



Graphique 5 : Présentation, ventes et exportations contrôlées de caprins dans la région de Maradi



## 2.6 Offre, demande et prix

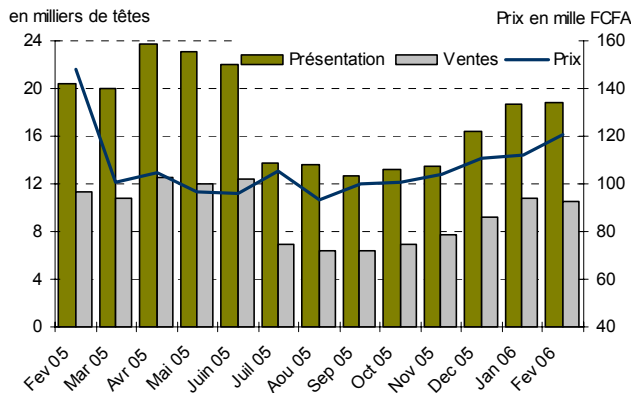
Les graphiques ci-après montrent que le prix du bétail n'est pas seulement déterminé par le rapport entre le nombre de têtes de bétail mises en vente sur un marché donné et le nombre de têtes de bétail effectivement achetées sur ce même marché (rapport offre/demande). On observe que :

- d'une part, selon les périodes de l'année, le prix varie sensiblement alors que le rapport offre/demande est le même. Les éléments explicatifs de cette saisonnalité sont en particulier les suivants : 1) en période de soudure, le prix traduit le « besoin de vendre » des éleveurs ; 2) la qualité des animaux varie sensiblement selon la période en fonction du disponible fourrager.
- D'autre part, le niveau des prix au Niger est également influencé par le comportement des marchés terminaux et de débouché, notamment au Nigeria.

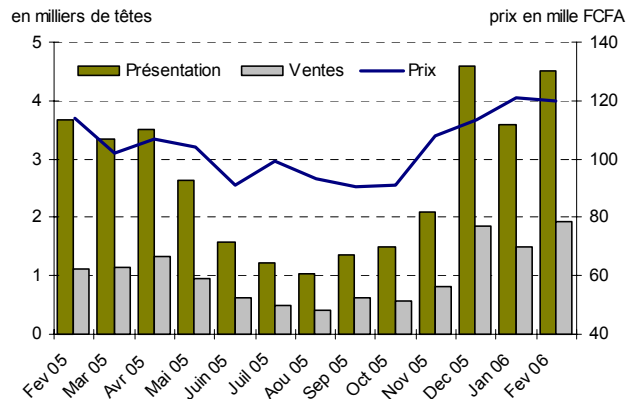
Ce dernier point pourrait en partie expliquer pourquoi le prix du bétail ne s'est pas effondré – même s'il a fortement baissé - au moment de la crise de 2005. Cela rend également compte du contact régulier par téléphone cellulaire entre des commerçants travaillant en réseau et répartis sur les marchés terminaux et sur les marchés d'approvisionnement.

Les améliorations des prix que l'on constate cette année par rapport à 2005 sont essentiellement dues au bon état d'embonpoint dans lequel se trouvent présentement les animaux suite à une disponibilité suffisante des pâturages.

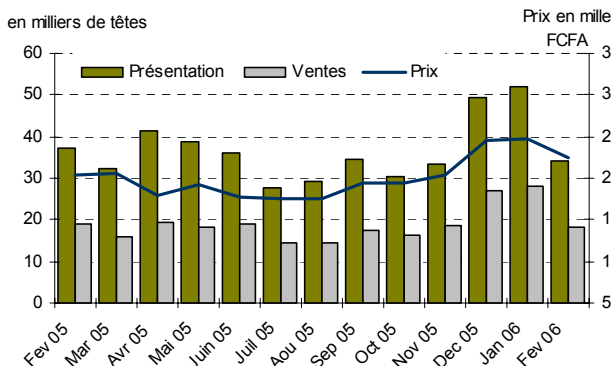
Graphique 6. **Bovins** : Offre, vente et prix sur les marchés de regroupement de la région de Maradi



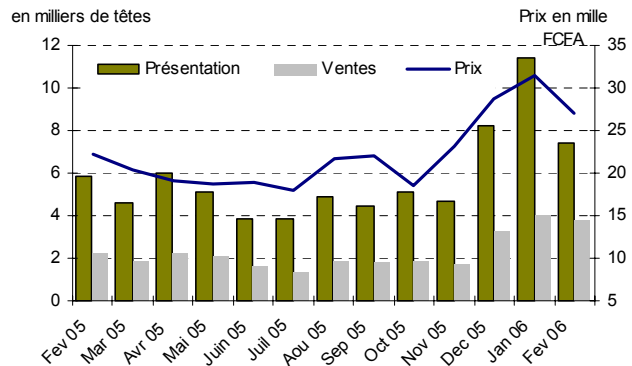
Graphique 6a. **Bovins** : Offre, vente et prix sur les marchés de transit de la région de Maradi



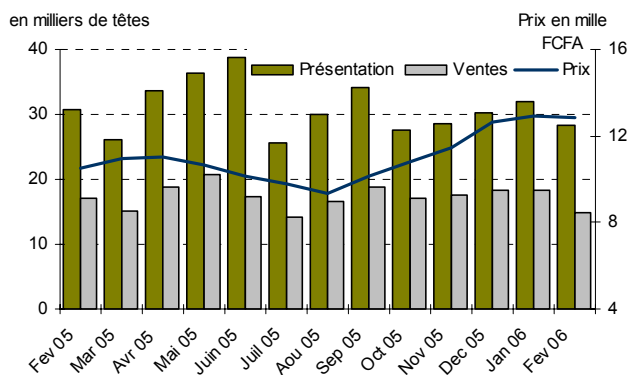
Graphique 7. **Ovins** : Offre, vente et prix sur les marchés de regroupement de la région de Maradi



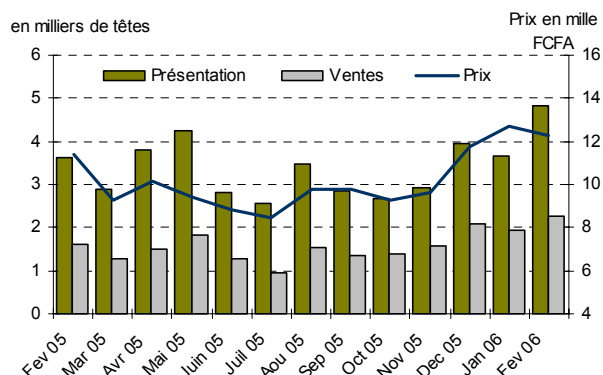
Graphique 7a. **Ovins** : Offre, vente et prix sur les marchés de transit de la région de Maradi



Graphique 8. **Caprins** : Offre, vente et prix sur les marchés de regroupement de la région de Maradi



Graphique 8a. **Caprins** : Offre, vente et prix sur les marchés de transit de la région de Maradi



## 2.7 Les perspectives

La demande en produits animaux du Nigeria continuera à augmenter du fait de son développement urbain et industriel, de sa croissance démographique et de l'amélioration des conditions de vie de sa population, notamment sous l'effet du prix des hydrocarbures durablement établi à la hausse. Parallèlement, le Niger dispose d'effectifs de bétail qui lui confèrent une capacité à répondre à une part importante de cette demande extérieure.

Toutefois, les conditions dans lesquelles s'effectuent l'essentiel des transactions commerciales sur le bétail présentent des risques non négligeables liés à la faiblesse des capitaux et à l'absence de crédits bancaires importants. Par ailleurs, la filière est très sensible à la fluctuation du change et cela affecte négativement les échanges de produits animaux.

En outre, si le marché nigérian doit demeurer en croissance et que le bétail nigérien a vocation à rester le grand fournisseur de ce marché, quelle est la capacité de ce bétail à suivre et à satisfaire la demande du Nigeria ? Quelles sont les transformations qu'il doit subir ? En analysant la structure des prix moyens sur les marchés limitrophes de Maradi et de Jibiya on se rend compte d'une nette différence de qualité entre les animaux présentés sur les deux marchés. La qualité est moyenne à Maradi et déjà bonne pour l'exportation à Jibiya. Le caractère soutenu de la demande nigérienne aura certainement des répercussions positives sur la filière en amont où certains producteurs avertis chercheront à présenter une offre régulière et consistante d'animaux de qualité, conformément aux exigences du marché qui ne tarderont pas à se manifester. Ces opportunités ne pourront toutefois être saisies qu'à condition d'être appuyées par des initiatives de coopération transfrontalière visant à mieux mettre en valeur la complémentarité des systèmes productifs entre les deux pays.

Le Niger et le Nigeria veulent chacun installer des abattoirs modernes le long de leur frontière commune. Apparemment ces démarches ne sont pas concertées. Un processus de coopération transfrontalière serait très utile à cet égard.

Enfin, il faut particulièrement signaler l'absence de données sur les différents flux, notamment la mission a constaté le caractère insignifiant des données fournies par les services publics aux postes frontières dans la région de Maradi. Un dispositif de suivi des flux devrait également être initié à travers la coopération transfrontalière (cf. chapitre 5).

### **3. Liens entre les filières céréales et bétail et coopération transfrontalière**

#### **3.1 Le contexte**

Les filières céréales et bétail sont étroitement liées dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Dans la région de Kano-Katsina-Maradi, ce lien est particulièrement prononcé en raison des complémentarités entre les systèmes de production du Niger et du Nigeria. L'axe K<sup>2</sup>M est l'un des principaux couloirs du commerce transfrontalier entre les deux pays ; qu'il s'agisse de produits locaux, d'autres régions d'Afrique de l'Ouest ou de produits réexportés à partir du marché mondial. Pays d'élevage traditionnel, le Niger s'approvisionne en céréales sèches (mil, maïs, sorgho) issues du Nigeria pour combler une grande partie de son déficit structurel de production. Dans le sens inverse, la quasi-totalité des exportations nigériennes de bétail – 97 % selon les sources officielles – est dirigée vers le Nigeria où elle satisfait une demande importante dans les grands centres urbains, principalement au Sud<sup>31</sup>. Des produits de rente (niébé, souchet, sésame) sont également majoritairement exportés vers le Nigeria.

Les complémentarités entre les deux pays sont, d'une part, basées sur des facteurs écologiques et politico-économiques, et, d'autre part, significativement amplifiées par une forte intégration horizontale des filières. Cette intégration se manifeste à chaque échelle des deux filières : la production, la commercialisation, la transformation et les politiques sectorielles et commerciales, qui ont, entre elles, des effets cumulatifs.

En conséquence, les stratégies des agriculteurs, éleveurs et commerçants de la région sont basées sur une analyse des caractéristiques de la production, la commercialisation et les activités de transformation dans l'ensemble du bassin de production K<sup>2</sup>M, alors que les politiques nationales sont encore loin d'avoir atteint un tel degré de coordination.

De plus, si l'on examine les interactions entre l'élevage et les céréales à partir de l'angle « sécurité alimentaire », il semble légitime de penser que ces deux filières forment un « complexe » unique.

#### **3.2 Les complémentarités**

##### *3.2.1 La production*

À l'échelle des producteurs, les liens entre céréales et bétail sont nombreux et en voie d'intensification dans toute la zone soudano-sahélienne. Dans les grands bassins céréaliers, le secteur de l'élevage prend une place croissante dans les systèmes de production. Les distinctions entre agriculteurs et éleveurs ne sont plus nettes. Cette tendance à une diversification des productions et des revenus s'illustre au sein de l'espace K<sup>2</sup>M, importante zone de production céréalrière. Les agriculteurs se consacrent davantage aux activités d'élevage liées à l'intensification de la production agricole – qui entraîne le recours à la traction animale et à la fumure organique<sup>32</sup>. L'élevage représente un important moyen de thésaurisation qui permet d'atténuer la vulnérabilité aux aléas climatiques, en favorisant une diversification et une économie des ressources<sup>33</sup>. Les activités des éleveurs (dans la zone agro-pastorale) se sont,

---

<sup>31</sup> Selon les estimations, entre 80 et 90 % des bovins importés du Niger ont pour destination finale les grandes villes du Sud du Nigeria, avec Lagos qui absorbe la plus grande part.

<sup>32</sup> Aujourd'hui, la densité de bétail est plus élevée dans les bassins de production agricole que dans la zone pastorale et agro-pastorale. Les données de la FAO sur le cheptel pour 2005, bovins, ovins et caprins confondus, indiquent 66 millions de têtes pour le Nigeria et 14 millions de têtes pour le Niger.

<sup>33</sup> Voir FEWS NET Niger « Rural livelihood profiles » pour les données sur les revenus monétaires dans cette zone.

elles aussi, modulées au cours des dernières décennies : la majorité d'entre eux produisent des céréales pour l'autoconsommation<sup>34</sup>.

Du point de vue de la sécurité alimentaire et du système d'alerte précoce, l'élevage, surtout transhumant, dépend de la qualité et de la disponibilité des pâturages et demeure soumis, de fait, à des conditions climatiques identiques à celles de l'agriculture.

Parallèlement, une des caractéristiques clés de la zone K<sup>2</sup>M réside dans une forte urbanisation qui génère une demande importante et exigeante, exerçant un effet d'appel sur toutes les activités rurales : l'augmentation des productions céréalières et de l'élevage est stimulée par les marchés de débouchés que représentent les villes. Ces dernières ont permis une intensification de la production illustrant les effets d'intégration entre les filières. Ainsi, le développement récent d'une industrie avicole au Nord Nigeria a entraîné une augmentation de la demande de maïs et de son prix. Cet effet direct de la filière bétail sur la filière céréales offre un débouché « intermédiaire » conséquent et stable et contribue à l'augmentation de la production. Même si la grippe aviaire a eu un impact négatif sur la filière avicole<sup>35</sup>, l'augmentation de la production devrait se poursuivre.

Ces mécanismes ont des impacts sur les arbitrages et les choix de production ou de diversification des agriculteurs. Ces mêmes arbitrages se reflètent au niveau de la fixation des prix et en conséquence sur la sécurité alimentaire. Il est à présent important de considérer le complexe bétail-céréales dans son ensemble, sur un espace non plus national mais intégré au niveau d'une échelle transfrontalière.

### *3.2.2 Les politiques sectorielles et commerciales*

Si la zone K<sup>2</sup>M est relativement homogène, il subsiste des divergences au niveau politique. La politique commerciale du Nigeria vise davantage à promouvoir la production tandis que celle du Niger s'attache à développer les échanges. Dans un espace intégré, les politiques commerciales et sectorielles nationales ont des impacts sur les secteurs productifs des deux côtés de la frontière.

Pour le Niger, la politique commerciale consiste principalement dans la mise en œuvre de la Politique commune commerciale (PCC) de l'UEMOA<sup>36</sup>. Les recettes budgétaires issues du commerce doivent beaucoup aux activités de réexportation vers le Nigeria. Dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) nigérienne, l'accent est mis sur une plus grande commercialisation des produits agricoles et de l'élevage à travers la recherche et le développement de nouveaux marchés, notamment d'exportation. Le programme de soutien du Gouvernement vise le développement de ces filières à travers des investissements axés sur la fourniture de biens publics (infrastructures, besoin sociaux et de santé, appui et conseil).

L'élevage constitue environ 10 % du PIB et 20 % des recettes d'exportation du Niger. La filière a un potentiel encore peu valorisé, avec une faible capacité d'adaptation et d'évaluation et peu d'encadrement et de soutien institutionnels. Depuis quelques temps, des politiques sectorielles de promotion de la filière élevage commencent à être développées. Le Ministère des Ressources Animales du Niger a ainsi achevé une étude de faisabilité pour la réhabilitation de quatre abattoirs<sup>37</sup> le long de la frontière avec le Nigeria et veut promouvoir le lancement d'une société privée d'exportation de viande vers le Nigeria. Ces initiatives visent non seulement à mieux valoriser la filière élevage, mais aussi à augmenter la production qui reste peu organisée et structurée.

---

<sup>34</sup> Un membre de la branche kanoïse de la « All Farmers Association of Nigeria » a indiqué la présence d'éleveurs nigériens qui achètent des terrains dans l'État de Kano pour cultiver des céréales destinées à l'autoconsommation.

<sup>35</sup> Au total, 450 000 volailles ont été tuées.

<sup>36</sup> Le Nigeria n'est pas membre de l'UEMOA.

<sup>37</sup> Dans les villes de Maradi, Tahoua, Zinder et Niamey.



D'une manière générale, le développement des deux filières reste cependant freiné par des problèmes structurels, principalement concentrés au niveau de la production : manque de soutien à l'extension de la production, insuffisance des intrants et des infrastructures, faible niveau d'intensification, absence d'accès des producteurs (de céréales et d'élevage) aux services bancaires, problèmes liés à la commercialisation, tracasseries administratives aux passages des frontières...

Au Nigeria, les objectifs des politiques commerciales s'intègrent dans la Stratégie nationale pour l'autonomisation et le développement économique (NEEDS<sup>38</sup>) et visent le renforcement de la compétitivité des industries nationales, notamment par l'accroissement de la valeur ajoutée. Dans le secteur agricole qui reste très protégé, représentant 26 % du PIB et 70 % de la main-d'œuvre, le but est de garantir la sécurité alimentaire, l'autosuffisance et de diversifier les exportations. Les mesures protectionnistes<sup>39</sup> (interdiction d'exporter des céréales non transformées comme le maïs, et d'importer les huiles alimentaires et la farine de blé) traduisent la volonté d'accroître la valeur ajoutée locale. Il existe parallèlement plusieurs programmes de soutien direct de la production agricole et de l'élevage mis en œuvre par le gouvernement fédéral ou les États. Ces programmes incluent : l'approvisionnement en engrais et en tracteurs à des prix subventionnés, le développement et la fourniture de semences à haut rendement, l'accès aux crédits pour éleveurs et agriculteurs (avec la participation des banques privées)<sup>40</sup>, et un système d'assurance agricole qui offre une protection contre les risques aux agriculteurs.

Il y a donc des différences importantes entre les deux pays en ce qui concerne le degré d'interaction entre politique commerciale et politique sectorielle. Pour tirer profit de sa politique commerciale, le Niger a non seulement besoin d'assurer la fluidité du commerce transfrontalier en réduisant les tracasseries à la frontière, mais aussi de mettre en œuvre des politiques sectorielles d'augmentation de la production. L'adoption prochaine du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO va compromettre la viabilité de la politique commerciale du Niger dont les commerçants réexportent vers le Nigeria de nombreux biens importés du marché international via le Togo ou le Bénin. Le TEC représente du même coup une opportunité de tirer profit des complémentarités et avantages comparatifs entre les deux pays. Les avantages comparatifs<sup>41</sup> du Nigeria résident dans d'importantes ressources écologiques (nappes phréatiques moins profondes et donc plus accessibles) et démographiques (urbanisation développée, densité de population élevée), tandis que ceux du Niger sont liés à la disponibilité de vastes pâturages et à une faible densité de population. Les politiques publiques n'ont jusqu'à présent pas su valoriser les avantages comparatifs et les complémentarités entre les deux pays. Elles ont même parfois hypothéqué leur mise en valeur.

Désormais, les politiques publiques sont mises au défi de définir des stratégies basées sur les complémentarités et l'homogénéité socioculturelle, écologique et géographique d'un espace fortement intégré. Une coordination des politiques commerciales et sectorielles permettrait : de coopérer autour de sujets sensibles (comme la spéculation sur les activités de transit) ; de valoriser les complémentarités et les potentiels productifs d'un espace partagé. Cette coordination des politiques sectorielles devrait s'opérer tant au niveau local que central<sup>42</sup>.

---

<sup>38</sup> National Economic Empowerment and Development Strategy.

<sup>39</sup> Le droit moyen applicable aux produits agricoles était de 41.4 % en 2003 (OMC, WT/TPR/S/147).

<sup>40</sup> Cette initiative du Gouvernement central, de la banque centrale et du comité de banquiers, est dotée d'un fonds de 50 milliards de naira. L'année passée, la grande majorité des prêts (91 %) a été accordée pour la production vivrière, 7 % pour la filière bétail et le reste pour les produits de rente et les pêches. Pour ce qui est de la distribution géographique, les États fédérés de Katsina et Kano regroupent chacun 10 % du montant total des prêts accordés.

<sup>41</sup> On pourrait aussi parler d'un coût d'opportunité entre élevage et agriculture plus élevé au Nigeria.

<sup>42</sup> Les interviews réalisées lors de la mission confirment l'intérêt des deux pays pour une coopération au niveau local.

### 3.2.3 La commercialisation

La commercialisation des produits des deux filières, et leur valorisation, sont un facteur clé de la croissance de la production. Désormais, l'intégration des marchés nigériens et nigérians est un fait dans toute la zone de Kano-Katsina-Maradi. Elle illustre le développement et l'organisation des circuits de commercialisation<sup>43</sup>. Les importants volumes de produits qui circulent, formellement et informellement, à travers la frontière, ne laissent aucun doute sur l'importante connexion des marchés, ni sur la capacité de réaction et d'adaptation des commerçants. Cette intégration est décisive pour permettre à la commercialisation d'assurer une disponibilité en céréales, de satisfaire la demande et d'augmenter la production et la valorisation des deux filières.

Les flux réguliers de céréales sèches le long du corridor K<sup>2</sup>M représentent la majorité des importations nigériennes nécessaires pour combler le déficit structurel du pays. Même si le Niger a connu, au cours des 10 dernières années, une diversification de ses sources d'approvisionnement, le Nigeria reste un fournisseur fondamental. Cette dépendance s'est faite durement ressentir en 2005 quand, au moment de l'annonce de la crise alimentaire au Niger<sup>44</sup>, une forte hausse des prix des céréales sèches sur les marchés nigérians a perturbé ce commerce<sup>45</sup>. Les commerçants nigériens ont en effet cessé d'importer. Cet épisode témoigne, *a contrario*, de l'intégration des marchés. Le commerce des produits de rente, notamment le niébé, le souchet et le sésame, majoritairement exportés vers le Nigeria, exprime les mêmes continuités.

La quasi-totalité des exportations nigériennes de bétail – 97 % selon les sources officielles – est dirigée vers le Nigeria où elle satisfait l'importante demande des grands centres urbains du sud. Avec une population de plus de 130 millions d'habitants et un taux d'urbanisation élevé, le Nigeria représente un marché de débouchés dont le potentiel est susceptible d'inciter au co-développement de la filière élevage du Niger.

Même si la commercialisation des produits agricoles et de l'élevage bénéficie de l'homogénéité socioculturelle et de la maîtrise du marché par les commerçants des deux pays, elle ne réalise pas son potentiel à cause des nombreux obstacles institutionnels et structurels. Parmi ces derniers, la co-existence de deux monnaies – le fcfa et la naïra – et l'inconvertibilité de la naïra jouent un rôle important. Le taux de change fcfa/naïra s'est récemment stabilisé, mais la dépréciation de la naïra par rapport au fcfa représente encore un facteur clé de la compétitivité des produits nigériens. Pour les commerçants, ces fluctuations impliquent des risques de change importants. Ce problème est au surplus amplifié par l'inconvertibilité de la naïra qui ne permet pas un recours au système bancaire pour la minimisation du risque de change. L'absence de canaux officiels pour le transfert des fonds implique également que les commerçants et les éleveurs sont obligés de réaliser des achats de produits nigériens qu'ils vont écouler au Niger ou de circuler avec des sommes importantes en liquide. Ce dernier facteur représente un risque important en raison des nombreux problèmes d'insécurité au Nigeria. D'autres obstacles persistent : les tracasseries routières, la lourdeur et la variabilité des réglementations officielles relatives aux importations et aux exportations, ainsi que la différence de langue.

La plupart des obstacles à la fluidité et au développement du commerce transfrontalier et, partant, à la valorisation de la production, sont similaires pour les deux filières. Les initiatives visant à améliorer le commerce, à accroître et sécuriser les marchés de débouchés doivent donc intervenir au niveau du complexe céréales/élevage.

<sup>43</sup> Comme le montre l'accès des commerçants grossistes au crédit bancaire pour la commercialisation de produits agricoles.

<sup>44</sup> Plusieurs acteurs à Kano ont évoqué le doublement du prix du mil dans les deux semaines qui ont suivi les premiers rapports sur la crise alimentaire, en juin 2005.

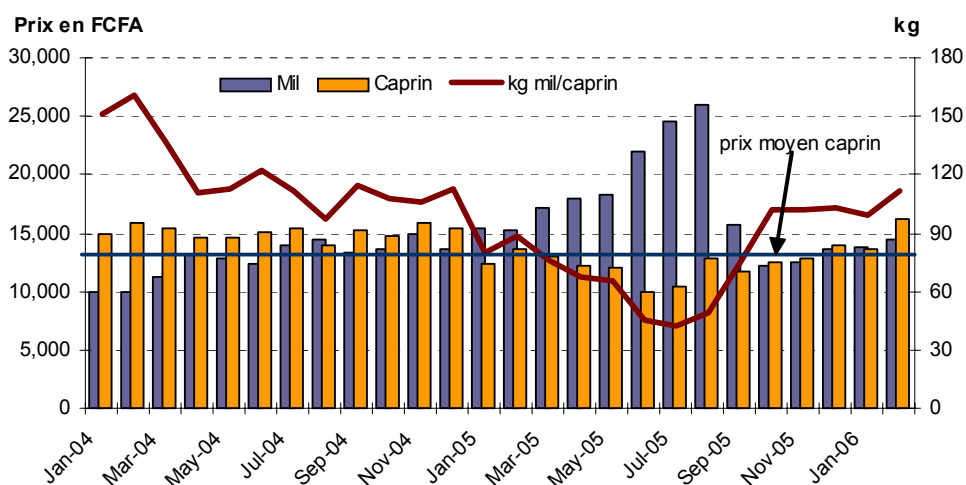
<sup>45</sup> Le taux de change entre naïra et fcfa joue également un rôle important sur la compétitivité des importations venant du Nigeria.

### 3.3 La sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire des populations dans la région est de plus en plus déterminée par l'accessibilité et les aspects nutritionnels. Concernant ces derniers, la viande ou ses dérivés et notamment les produits avicoles ou les œufs ont une importance croissante pour la satisfaction des besoins alimentaires, particulièrement ceux des pauvres. Ils constituent la majorité de l'apport en protéines animales et une source de revenus conséquente.

L'accessibilité dépend des prix (et des revenus) et par conséquent, pour une grande partie de la population (notamment dans les zones pastorales et agropastorales du nord du Niger), des termes de l'échange entre bétail et céréales.

Graphique 9 : Termes de l'échange mil / caprin



Source : DRPA ; SIM

Comme le montre le graphique ci-dessus, c'est à partir de la période de soudure que les prix des céréales et du bétail divergent et que les termes de l'échange se détériorent pour les éleveurs. Pendant les années de crise, comme l'année 2005, la forte hausse du prix des céréales combinée à une baisse du prix du bétail – du fait du manque de pâturages et, par suite, du mauvais état d'embonpoint et de la moindre qualité des animaux – se traduit par un besoin d'augmenter les ventes de bétail pour satisfaire le besoin alimentaire<sup>46</sup>. L'effet multiplicateur qui résulte de l'inadéquation entre offre et demande (à cause d'une offre trop importante) renforce la baisse des prix pour les éleveurs et entame donc un processus de dominos.

Cette faiblesse de la filière bétail vis-à-vis de la filière céréale repose sur des facteurs structurels et sur une mauvaise valorisation. Les facteurs structurels de la vulnérabilité de l'élevage transhumant majoritaire au Niger, sont : les aléas climatiques (forte amplitude interannuelle de la pluviométrie) qui sont plus prononcés dans les zones de transhumance (zone pastorale / agropastorale) ; le manque de son pour combler les insuffisances de pâturages pendant les années difficiles ; la distance des marchés de débouchés (les animaux perdent de leur valeur, dans le meilleur des cas, pendant les longs circuits de commercialisation, notamment à cause de l'inadéquation des infrastructures). Ces facteurs se traduisent également par une vulnérabilité globale des animaux plus élevée.

<sup>46</sup> En 2005, au Niger, les présentations du bétail toutes espèces confondues ont augmenté de 22 % par rapport à l'année 2004, mais les ventes de seulement 10 %.

De plus, la faible valorisation de la filière est également liée à des contraintes structurelles. Les effets à long terme des crises qui peuvent entraîner une réduction du cheptel et/ou la vente des animaux reproducteurs sont en effet d'autant plus importants en l'absence de mécanismes de crédit et de soutien pour la reconstitution du cheptel.

L'analyse de la situation de la sécurité alimentaire au regard des interactions entre les deux filières – qui influencent la fixation des prix respectifs et exercent des effets multiplicateurs mutuels – s'avère donc fondamentale. L'absence d'informations sur les flux transfrontaliers représente une lacune importante à combler.

L'importance de la filière bétail pour la sécurité alimentaire devrait être prise en compte dans la formulation des stratégies de sécurité alimentaire. Une initiative visant à améliorer la circulation et la commercialisation du bétail vers le Nigeria, principal marché de débouchés pour la production nigérienne, constitue une option intéressante d'atténuation des crises alimentaires.

### **3.4 La coopération transfrontalière**

L'intégration progressive du marché régional de céréales et de bétail permet certes de mieux connecter l'offre à la demande, de sécuriser le commerce entre villes et régions excédentaires et déficitaires, de stimuler les synergies entre les filières et d'améliorer graduellement les conditions de commercialisation. Toutefois, les problèmes liés à l'absence de coordination des politiques sectorielles et commerciales, à des infrastructures (routières et financières) déficientes, aux tracasseries administratives, à une information insuffisante sur les prix et au cloisonnement persistant de certains marchés nationaux, continuent d'influencer négativement cette intégration. Ces discontinuités, qui s'expriment au niveau des frontières nationales et qui ont pour effet d'altérer la qualité de l'intégration, commandent des solutions et des actions qui ne peuvent être que transfrontalières. La plupart des problèmes qui limitent la fluidité et l'extension du commerce transfrontalier (et donc la production) sont identiques pour les deux filières. Les initiatives de coopération transfrontalière visant à améliorer le commerce et les synergies entre les deux pays, à accroître et sécuriser les marchés de débouchés, devraient adopter une approche couplée céréales/élevage. Diverses interventions énumérées plus bas (cf. chapitre 5) sont susceptibles d'apporter d'importantes améliorations au commerce et à la production dans les deux pays, au meilleur de leurs intérêts respectifs.

## **4. Les échanges transfrontaliers et leur impact sur la sécurité alimentaire**

---

### **4.1 Quels enjeux pour la sécurité alimentaire ?**

L'analyse des échanges transfrontaliers de céréales et de bétail, ainsi que celle des rapports qu'ils entretiennent, permettent de mieux comprendre la situation conjoncturelle en termes de sécurité alimentaire. Tel est l'objet de cette quatrième partie qui tente d'apporter des éléments de réponse aux trois principales questions suivantes :

- Quels sont les risques à court terme d'une évolution des marchés comparable à celle vécue en 2005 ?
- Quel est/sera l'impact de la grippe aviaire sur le commerce et la sécurité alimentaire ?
- Comment pourrait-on mieux suivre l'évolution des marchés et ses impacts sur la sécurité alimentaire ?

Pour répondre à ces questions, les relations entre, d'un côté, les « marchés » et les « flux transfrontaliers » et, de l'autre, la sécurité alimentaire, sont explorées en premier lieu (4.2). Ensuite, les composantes « disponibilité » et « accessibilité » de la sécurité alimentaire sont évaluées (4.3 et 4.4), de même que l'impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire (4.5) ; les conclusions sont résumées à la fin (4.6). Les propositions pour l'amélioration du suivi de la situation des marchés et ses impacts sur la sécurité alimentaire sont présentées au chapitre 5.

### **4.2 Cadre conceptuel : flux transfrontaliers et sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire au Niger dépend fortement des échanges transfrontaliers de produits agricoles et de l'élevage avec le Nigeria. Sans ces échanges, il est difficile d'imaginer que la population nigérienne puisse vivre en sécurité alimentaire.

Etant donné que le Niger est souvent déficitaire en céréales, la sécurité alimentaire en termes de disponibilité dépend des importations des pays voisins et en particulier du Nigeria. En outre, sachant que la production familiale ne couvre en moyenne qu'à peine quelques mois des besoins d'un ménage, la possibilité d'achat et de vente est un facteur décisif pour l'accessibilité aux aliments des ménages nigériens. Enfin, l'utilisation des aliments et l'état nutritionnel des enfants dépendent – entre autres – de la disponibilité et de l'accessibilité aux aliments, et sont donc indirectement liés aux marchés et aux échanges transfrontaliers avec le Nigeria. Il faut noter que le présent rapport se limite à une analyse globale de la sécurité alimentaire. La collecte et l'analyse de données au niveau des ménages pour confirmer les impacts sur les ménages n'étaient pas comprises dans les termes de référence de la mission.

Hors cette dimension plutôt conjoncturelle de la sécurité alimentaire, les échanges transfrontaliers permettent aux pays de faire valoir leurs avantages comparatifs, d'utiliser leurs ressources plus efficacement et d'augmenter leurs richesses par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence d'échanges. Par exemple, il est clair que le Niger exploite son avantage en production et en commercialisation des produits de l'élevage, dont une très grande partie est exportée vers le Nigeria.

### 4.3 Disponibilité des céréales

#### 4.3.1 Production agricole

La disponibilité des vivres dans la zone de K<sup>2</sup>M, ne dépend pas seulement de la production céréalière de cette zone (celle du département de Maradi, des États de Katsina et de Kano), mais également de la production hors de cet espace, notamment dans le bassin de production nigérian et, dans une moindre mesure, dans d'autres zones du Niger comme la région de Zinder. Il faut noter que la production des céréales sèches au Nigeria<sup>47</sup> est le facteur dominant pour la disponibilité en céréales de la sous-région ; elle est nettement plus élevée que celle de tous les pays du CILSS réunis<sup>48</sup>. Le commerce local et les flux transfrontaliers de céréales, très dynamiques, garantissent généralement que les zones déficitaires seront approvisionnées par les zones excédentaires<sup>49</sup>.

La mission a pu disposer des statistiques agricoles provisoires du Niger pour l'année 2005 (et les années précédentes), alors que celles des États de Katsina et de Kano n'étaient pas disponibles. La FAO a publié quelques données provisoires sur la production agricole au Nigeria, mais leur qualité paraît médiocre : les productions de maïs, de mil et de sorgho ont été identiques pendant les années 2003, 2004 et 2005<sup>50</sup>.

Au Niger, la campagne agricole pluviale de 2005 a enregistré une production céréalière brute de 3 737 800 tonnes, y compris l'estimation des cultures de contre-saison, ce qui représente un accroissement de 36 % par rapport à 2004. A Maradi, la production disponible des céréales s'élevait à 725 000 tonnes, alors qu'en 2004/2005, elle atteignait 525 000 tonnes, soit une progression de 38 %. Pour le Nigeria, faute de chiffres fiables, l'analyse de ce document sera plutôt qualitative.

Selon les différents interlocuteurs (commerçants, représentants des services techniques), la production céréalière au Niger et au Nigeria était bonne pendant la campagne 2005/2006. Les commerçants du marché de Dawano évaluent la récolte chaque année en septembre/octobre, afin de planifier leurs opérations d'achats. S'il y a des zones substantiellement déficitaires dans la sous-région, des opportunités d'arbitrage existent, et elles procurent d'importantes quantités de céréales. Cette année, en octobre 2005, ils ont constaté que la production céréalière était bonne un peu partout dans la sous-région et que les opportunités d'arbitrage étaient limitées. Ils ont donc décidé d'acheter et de stocker peu de céréales par rapport à l'année précédente. C'est-à-dire que la majeure partie des stocks de céréales au Nigeria se trouve encore au niveau des régions de collecte, soit dans les magasins des collecteurs, soit au niveau des ménages. La mission a pu vérifier que l'activité commerciale était morose à Dawano, faute d'opportunités d'arbitrage, alors que cette période est normalement la plus dynamique.

Les perspectives pour la production céréalière au Niger et au Nigeria en 2006/2007 ne dépendent pas seulement de la pluviométrie, mais également des investissements qui seront réalisés, notamment par le Nigeria, y compris la subvention des intrants, le crédit bancaire disponible et les superficies emblavées. Ce dernier point est très important car les unités agricoles ajustent leurs superficies emblavées en fonction des perspectives de revenus, donc en fonction des prix des produits agricoles. Par exemple, un prix du maïs plutôt bas et un prix élevé du coton cette année pourraient amener les agriculteurs à étendre leurs surfaces en coton par rapport à leurs superficies en maïs. Le fait que le prix du maïs soit assez bas cette année, pourrait conduire à une réduction des emblavures en maïs pendant la campagne suivante. Au vu de l'importance de la production céréalière de ce bassin, un suivi de tous ces facteurs s'avère nécessaire pendant toute la campagne agricole pour pouvoir prévoir la disponibilité des vivres dans K<sup>2</sup>M et au-delà.

---

<sup>47</sup> 16 millions tonnes en 2005.

<sup>48</sup> 14 millions tonnes en 2005.

<sup>49</sup> Voir le document « Niger : Profil des marchés céréaliers », WFP 2005, disponible sur [www.wfp.org/operations/Emergency\\_needs](http://www.wfp.org/operations/Emergency_needs).

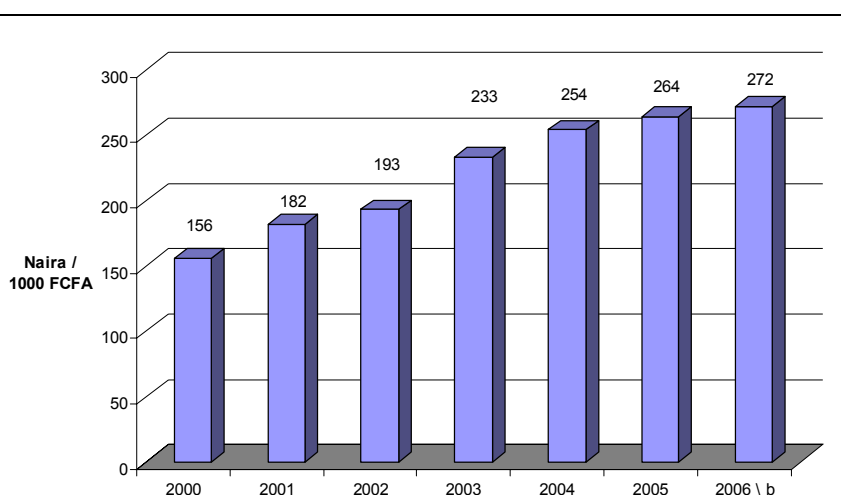
<sup>50</sup> [www.fao.org/stat](http://www.fao.org/stat).

#### 4.3.2 Flux transfrontaliers des vivres

Les quantités et la direction des flux transfrontaliers de vivres dépendent de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels<sup>51</sup>. Hors les niveaux de la production agricole, les facteurs conjoncturels qui déterminent les flux sont : i) le taux de change fcfa/naïra ; ii) la demande pour les céréales, elle-même déterminée par la production agricole au Niger et au Nigeria, et dans un sens plus large, par la croissance économique ; et iii) les prix au Niger et au Nigeria.

Depuis fin 2003, le taux de change oscille entre 250-275 naïras pour 1 000 fcfa. Avant cette date, la dépréciation annuelle était d'abord forte, atteignant en moyenne 14 %, alors qu'en 2004 et 2005, elle était plus modeste, s'établissant à un niveau de 7 % (cf. le graphique ci-après). Par rapport à mai 2005, le taux se situe aujourd'hui à un niveau similaire d'environ 270 naïras/1000 fcfa, alors qu'une dépréciation de 10 % a été enregistrée depuis décembre 2005. Celle-ci joue en faveur des importations par le Niger et contre l'exportation du bétail et du niébé vers le Nigeria. Néanmoins, il est probable que les prix dans les deux pays, et sur plusieurs niveaux (producteur, collecteur, consommateur), s'adaptent au taux de change, de sorte qu'il est difficile de dire en pratique qui en bénéficie ou qui y perd.

Graphique 10. Evolution du taux de change moyen naïra/1000 fcfa sur le marché parallèle de Jibiya \ a



\ a : Une augmentation du taux affiché correspond à une dépréciation de la naira.

\ b : Lors la mission sur le terrain en mai 2006.

Source : SIMA, Niger

Bien que la demande nigérienne de céréales importées du Nigeria semble avoir baissé cette année, suite à une meilleure récolte en 2005 qu'en 2004, cette hypothèse est difficile à confirmer faute de statistiques sur la demande des ménages. Concernant les prix des céréales sèches, ils sont actuellement moins élevés au Nigeria qu'au Niger (cf. chapitre suivant), favorisant l'exportation des céréales vers le Niger.

La mission a pu vérifier que cette année, les céréales sèches (maïs, mil, sorgho) sont acheminées du Nigeria vers le Niger, ce qui correspond à la situation habituelle lors d'une année de production céréalière satisfaisante au Nigeria<sup>52</sup>.

<sup>51</sup> Voir chapitre 1.

<sup>52</sup> Les flux évoqués correspondent à des valeurs nettes.

En revanche, l'année passée, il y a eu des exportations du Niger vers le Nigeria. Par exemple, les commerçants basés à Jibiya ont confirmé que le mil nigérien était vendu sur le marché de Jibiya en petites quantités (1 à 2 tonnes par semaine) pendant quelques temps au cours de la pré-soudure (avril), avant la fermeture des frontières par le Gouvernement du Niger. De même, les commerçants de Dawano ont confirmé qu'au début de la saison de commercialisation de l'année passée, ils avaient acheté des céréales à Maradi. Enfin, les commerçants basés à Tounfafi (Madoua, Niger) ont fait savoir à la mission que l'année précédente, en avril 2005, les commerçants du Nigeria se sont rendus au marché de Tounfafi pour s'approvisionner en mil. Le système de suivi des exportations du Gouvernement du Niger (DPV) n'a pas enregistré ces flux. Le manque de données fiables sur ces flux au niveau du Système d'Alerte Précoce (SAP) du Niger ne permet pas de savoir à temps qu'un problème de disponibilité pourrait se poser du fait des exportations vers le Nigeria.

En examinant le tableau 4, la faiblesse du suivi des flux transfrontaliers devient encore plus claire. Selon ces données officielles, seulement 5 camions transportant du maïs, 10 camions chargés de sorgho et 35 de mil auraient quitté le Nigeria pour le Niger en passant par Dan Issa en 2006. De même, les données des années précédentes, surtout à partir de 2001/2002, apparaissent dérisoires au regard de l'intensité des activités commerciales pratiquées au niveau de la frontière. Selon les données de la DPV, il n'y a pratiquement pas eu d'exportations de maïs, de mil et de sorgho entre le Nigeria et le Niger à travers le poste frontalier de Dan Issa, en 2006.

Tableau 4 : Importations du Niger à partir du Nigeria par campagne en tonnes (octobre - septembre)

Dan Issa	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05 <sup>a</sup>	2006 <sup>b</sup>
Millet	27 607	43 969	147	1 221	2 566	2 047	651
Maïs	36 682	8 628	2 683	1 535	566	171	102
Sorghum	9 934	7 519	135	249	270	226	190
TOTAL	74 222	60 115	2 965	3 005	3 402	2 444	943

a: jusqu'en mai  
b: janvier - avril

Source : DPV à Niamey et à Dan Issa

Le faible enregistrement des flux transfrontaliers – pour la plupart informels, alors que le système de collecte des données demeure officiel – ne permet pas de bien estimer les quantités de produits importés et exportés, ce qui rend le suivi de la disponibilité en vivres difficile.

#### 4.3.3 Marchés

Il faudra enfin noter que les marchés sont bien approvisionnés. D'un côté, l'offre de mil, de maïs et de riz est satisfaisante et régulière sur les marchés nigériens dans les zones vulnérables (Cf. Suivi conjoint des marchés des zones vulnérables, bulletin No. 2 relatif à la première quinzaine d'avril). De l'autre, sur les marchés de regroupement au Nigeria, le problème réside plutôt dans une faible demande que dans une offre faible. Bien que les stocks physiques de céréales au marché de Dawano ne soient pas particulièrement élevés cette année, ceci résulte de la faible demande et non pas de l'insuffisance de l'offre au niveau des zones de collecte. En effet, les commerçants hésitent à constituer d'importants stocks cette année parce qu'ils estiment que leurs marges ne seront pas très élevées. Ils sont convaincus que les prix des céréales vont baisser en cas de bonne installation de la campagne.



## 4.4 Accessibilité

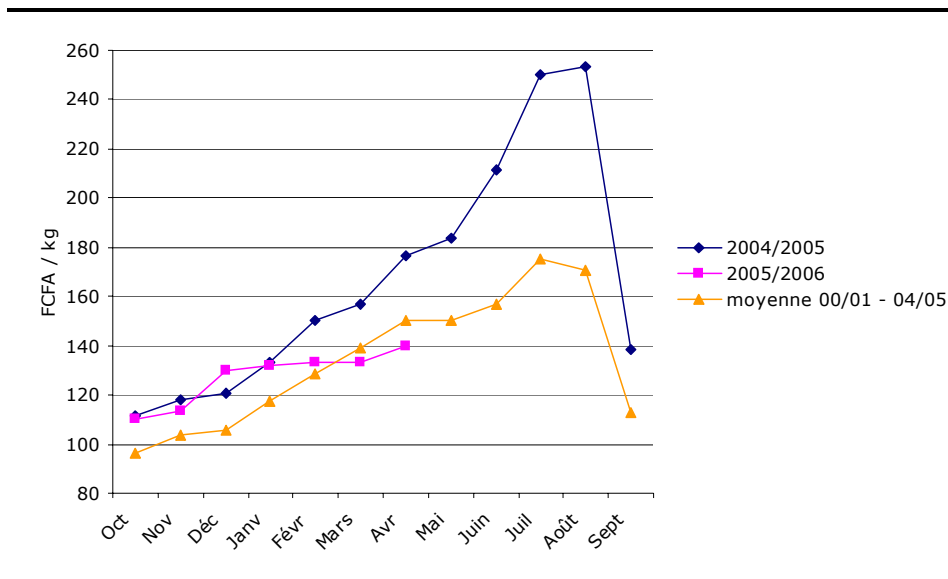
### 4.4.1 Prix des vivres

#### Au niveau du consommateur<sup>53</sup>

Selon le dernier Bulletin mensuel du SIMA Niger (avril 2006) et le Bulletin Conjoint du Niger<sup>54</sup> no. 2 (couvrant les semaines 14 et 15), les prix « au consommateur » du mil, du sorgho et du maïs sont d'environ 15 % moins élevés que l'année passée, alors qu'ils approchent les moyennes des 5 dernières années. Cette situation est confirmée au niveau de la région de Maradi (cf. le graphique ci-après pour le mil ; les prix du sorgho et du maïs montrent les mêmes tendances).

Les bonnes récoltes de 2005/2006 au Niger et dans les pays d'approvisionnement, notamment au Nigeria, ont pu rééquilibrer les niveaux exorbitants des prix enregistrés sur les marchés entre mars et août 2005. Bien qu'au début de la campagne de commercialisation, les prix des céréales sèches soient rapidement tombés au dessous de leurs niveaux exceptionnellement élevés du mois d'août, ils sont demeurés supérieurs à la moyenne des 5 dernières années. Par exemple, en novembre 2005, le prix du mil dans la région de Maradi représentait 43 % du prix en août, tandis qu'il était 10 % plus élevé que la moyenne des 5 dernières années. Ceci s'explique par : i) une forte demande nationale exercée par les villageois, les consommateurs urbains et les commerçants pour la reconstitution de leurs stocks ; et ii) une mise en marché limitée par les producteurs en raison de la bonne récolte de niébé et d'autres cultures de rentes – commercialisées en priorité – et la réticence à vendre des céréales après une mauvaise expérience l'année passée<sup>55</sup>.

Graphique 11. Prix moyen au consommateur du mil dans la région de Maradi



Source : SIMA, Niger

<sup>53</sup> La mission n'a pu accéder à des données sur les prix au consommateur au Nigeria. Aucune institution qui collecte et analyse les prix au niveau des détaillants n'a pu être identifiée.

<sup>54</sup> Elaboré par le SIMA, le FEWS NET et le PAM.

<sup>55</sup> Cf. par exemple le bulletin du SIMA pour le mois de décembre 2005.

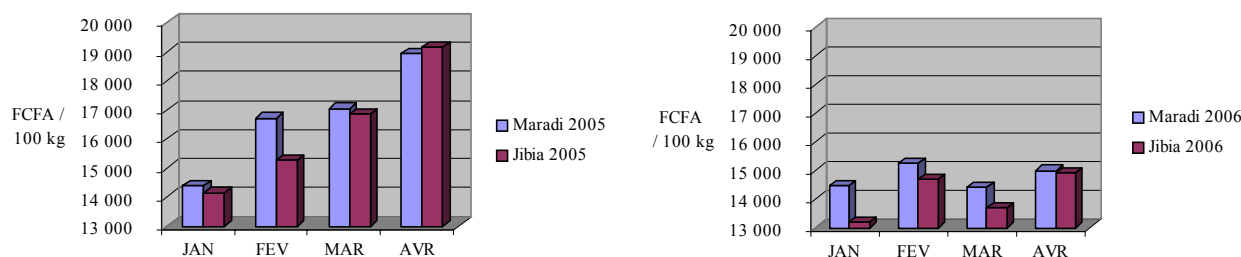
Depuis lors, les prix des céréales dans la région de Maradi sont restés stables ou ont moins augmenté que la moyenne, de telle sorte que leurs niveaux sont inférieurs à la moyenne sur 5 ans. Ceci s'explique par un bon approvisionnement des marchés à partir des stocks du Niger et des importations du Nigeria. En avril 2006, les prix par kg du mil, du sorgho et du maïs se situent tous en dessous de la moyenne : à 140 fcfa, 134 fcfa et 168 fcfa, respectivement (source : SIMA).

#### Au niveau des grossistes

En général, les prix du mil au Nigeria sont plus bas qu'au Niger, favorisant des exportations du Nigeria vers le Niger<sup>56</sup>. Les deux tableaux (ci-après) permettent d'examiner les prix au niveau des grossistes à Jibiya, du côté nigérian de la frontière, et à Maradi. Comme on l'a déjà souligné<sup>57</sup>, ces marchés jouent un rôle majeur dans le commerce entre Niger et Nigeria<sup>58</sup>. Le tableau à gauche montre que les prix à Maradi étaient plus élevés entre janvier et mars 2005, alors qu'en avril le mil y était moins cher : cette situation correspond à l'inversement des flux évoqué par les commerçants de Tounfafi, Jibiya et Dawano (cf. 4.3.2).

Entre janvier et avril 2006, les prix étaient moins élevés qu'en 2005, et l'écart entre les prix a retrouvé son niveau « normal » : les prix à Maradi sont plus élevés qu'à Jibiya, favorisant des exportations de mil vers le Niger.

Graphique 12 : Prix grossistes à Maradi et à Jibiya, en 2005 et 2006



Source : SIMA, Niger

#### 4.4.2 Production et commercialisation du niébé

Le Niger est un grand producteur de niébé, avec une production annuelle de 350 000 tonnes en moyenne. La production se fait surtout dans les régions de Zinder, Maradi et Dosso. Le niébé est essentiellement destiné à l'exportation, notamment vers le Nigeria, et représente le 3ème produit d'exportation du Niger après l'uranium et les produits animaux. En 2005/2006, la production a atteint un niveau exceptionnellement élevé de 480 000 tonnes, dont 75 000 tonnes dans la région de Maradi<sup>59</sup>. Les ménages producteurs ont procédé à la vente de ce produit entre octobre et décembre 2005, ce qui a significativement amélioré la situation des ménages ruraux après une année de crise<sup>60</sup>. Malgré cette production abondante, les prix sont demeurés à un niveau acceptable au début de la saison de commercialisation. Depuis lors, le prix a baissé jusqu'à atteindre un niveau de 173 fcfa, contre une moyenne de 201 fcfa.

Le volume de niébé exporté vers le Nigeria est déterminé par une multitude de facteurs comparables à ceux qui influencent le commerce des céréales. Au niveau conjoncturel, le taux de change fcfa/naïra, les productions du niébé au Nigeria et au Niger, la demande au Nigeria et les prix des deux côtés de la frontière jouent un rôle essentiel.

<sup>56</sup> Par exemple pour les moyennes de 2001-2004, période janvier – avril.

<sup>57</sup> Voir chapitre 1.

<sup>58</sup> Comme le marché de Dawano, mais on ne dispose pas de données disponibles sur les prix du mil pour ce marché.

<sup>59</sup> Source: Résultats provisoires de la récolte 2005/2006, Niger.

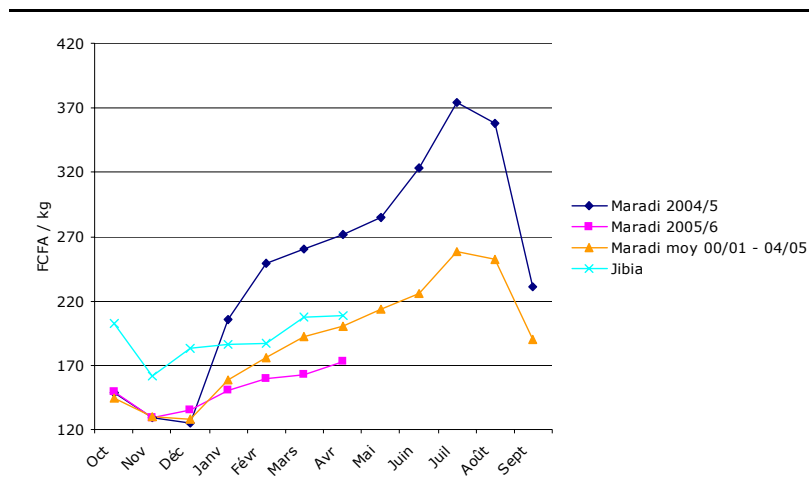
<sup>60</sup> Cf. FEWS NET, Niger, Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire d'avril 2006.

Ensuite, les coûts de transports, les taxes formelles<sup>61</sup> et informelles et les tracasseries routières font évoluer les opportunités d'échange transfrontalier. Le niébé est en général consommé avec le riz. Cette année, les commerçants de Dawano pensent que le prix du niébé ne connaîtra pas d'importantes hausses à cause des bonnes productions réalisées dans la région.

La dépréciation de la naïra de 10 % depuis décembre a été défavorable pour l'exportation du niébé. Néanmoins, les prix à Maradi restent inférieurs à ceux de Jibiya, ce qui a un effet positif sur l'exportation vers le Nigeria. Le graphique ci-après montre que le prix au consommateur à Maradi était moins élevé que le prix « grossiste » à Jibiya tout au long de la saison de commercialisation. En avril 2006, le prix « au consommateur » à Maradi était de 173 fcfa, alors que le prix « grossiste » était de 208 fcfa à Jibiya, ce qui constitue une marge attrayante sur le trajet Maradi-Jibiya.

Il est probable que le prix continuera à augmenter lentement jusqu'en juillet, comme à l'habitude ; en revanche, une flambée des prix comparable à celle de l'an passé est très improbable. Vu que les ménages vendent peu de niébé avant la récolte, l'impact de cette hausse sur les revenus sera faible, alors qu'il sera négatif pour les ménages qui veulent se procurer du niébé.

Graphique 13 : Prix au consommateur du niébé dans la région de Maradi



Source : SIMA, Niger

#### 4.4.3 Production et commercialisation du bétail

Les marchés de bétail sont cette année caractérisés par : i) une faible mise en marché des animaux ; ii) des prix plus élevés que l'année passée ; et iii) une demande qui reste forte, surtout au Nigeria. La bonne qualité des pâturages, le faible prix du fourrage, les termes de l'échange « animal contre mil » favorables et le bon état des animaux, permettent aux éleveurs de reconstituer leurs troupeaux après une année difficile et de limiter leurs ventes au strict minimum. Tant que ces conditions seront maintenues, le prix du bétail demeurera intéressant pour les éleveurs nigériens.

Selon les commerçants du marché de Maradi, les prix des petits ruminants et des bovins ont augmenté de 25-35 % par rapport à l'année passée. Enfin, la demande, essentiellement du Nigeria, demeure élevée, grâce à une croissance économique forte, dopée par le *boom* pétrolier.

<sup>61</sup> Selon le bureau des douanes de Dan Issa, les taxes d'exportation des cultures de rente du Niger vers le Nigeria oscillent entre 3 et 10 %, selon le type d'enregistrement du commerçant. Au Nigeria, une taxe d'importation existe, mais elle n'est pas collectée (officiellement) selon le bureau des Douanes de Katsina.

Le caractère soutenu de cette demande nigériane maintient le prix du bétail à un niveau acceptable au Niger. Cela pourrait en partie expliquer pourquoi le prix du bétail ne s'est pas effondré au moment de la crise de 2005, quand l'offre a augmenté sur les marchés.

La dépréciation de la naïra – 10 % depuis décembre 2005 – a réduit le prix réel des animaux en fcfa et risque d'avoir un effet négatif sur les marges des commerçants. Mais les prix s'ajusteront probablement à la hausse sur les marchés terminaux suite à une diminution de l'offre. Ce devrait ainsi être le consommateur nigérien qui subira le plus les effets des fluctuations du taux de change.

#### **4.5 Impact de la grippe aviaire sur la commercialisation de volaille**

##### *4.5.1 Situation actuelle*

Avec l'apparition de la grippe aviaire au Nigeria et par la suite au Niger, dans la région de Zinder<sup>62</sup>, le commerce de volaille et ses produits dérivés ont été fortement perturbés.

Au Niger, les restrictions touchant la vente et le transport<sup>63</sup> des produits avicoles, ainsi que la chute de la demande et de l'offre, ont presque interrompu l'activité commerciale pendant les premières semaines de la crise. Par la suite, le commerce a lentement repris, grâce à un regain de confiance des consommateurs<sup>64</sup> et à une certaine flexibilité du Gouvernement en matière d'application des restrictions en vigueur. Cette position tolérante permet l'ouverture informelle des marchés (par exemple à Maradi et Tounfafi) et le transport de la volaille.

Selon les commerçants de volailles à Maradi, seulement une vingtaine de commerçants ont repris leurs activités, sur un total de 300 opérateurs avant la crise ; leur niveau d'activité est également réduit (25 % du niveau avant la crise). La mission a pu observer qu'une partie des locaux de vente sur le marché de Maradi était fermée, alors que dans d'autres locaux, des pintades et des poules étaient proposées au consommateur. Selon les commerçants, les prix au consommateur de la volaille ont chuté au début de la crise, mais depuis quelques semaines les prix sont à la hausse et ils ont atteint un niveau de 70 % des prix observés avant la crise. Par ailleurs, le Bulletin conjoint des marchés a enregistré une augmentation du prix de la volaille entre la deuxième quinzaine de mars et la première quinzaine d'avril pour les marchés de Maradi (à Mayayi et à Safo)<sup>65</sup>. Il semblerait que le commerce de volaille et ses produits dérivés soit en voie de reprise au niveau national.

Par contre, le regain du commerce transfrontalier est plus timide selon les commerçants de Maradi : ils vendent normalement de gros poulets au Nigeria et achètent au retour des poussins, mais ils n'ont pas encore osé réactiver ce commerce. Ce point n'a pas pu être confirmé au Nigeria car la mission n'a pas pu visiter les marchés de volaille à Kano et à Katsina en raison des procédures de sécurité des Nations Unies en vigueur<sup>66</sup>. Selon les autorités à Katsina et les commerçants sur le marché de Dawano<sup>67</sup>, l'impact a été senti au début, mais la commercialisation de volaille et de maïs – destiné à nourrir la volaille – est en train de se normaliser.

---

<sup>62</sup> La région de Maradi n'avait enregistré aucun cas de grippe aviaire au moment de la mission (mi-mai 2006).

<sup>63</sup> Interdiction de transport entre régions, départements et villages, ainsi qu'entre Niger et Nigeria.

<sup>64</sup> Au début de la crise, au lieu de manger de la volaille, les consommateurs se sont tournés vers la viande bovine (qui était moins chère que la viande ovine à Maradi) ; la situation s'est normalisée pendant le séjour de la mission.

<sup>65</sup> SIMA, FEWS et PAM, bulletins No. 1 & 2, 2006.

<sup>66</sup> Éviter les marchés de volaille dans les zones touchées par la grippe aviaire (Katsina et Kano).

<sup>67</sup> Normalement, 20 % de la demande de maïs sur le marché de Dawano est originaire de grandes unités avicoles, tandis que cette demande a baissé à 5 % du total suite à la crise. Depuis lors, la demande regagne lentement du terrain.

#### 4.5.2 Perspectives : impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire

Tout dépend de la découverte de nouveaux foyers de grippe aviaire et de l'application des restrictions de transport et de vente, aussi bien au Niger qu'au Nigeria. S'il n'y a pas de nouveaux cas de grippe confirmés et si les Gouvernements poursuivent leur approche tolérante vis-à-vis de la commercialisation de la volaille, la mission estime que le commerce reprendra rapidement et que l'impact sur la sécurité alimentaire sera minime. Par contre, en cas de détection de nouveaux cas et/ou en cas d'obstructions au bon fonctionnement des marchés, l'impact sera senti au niveau des propriétaires de volailles et au niveau des commerçants<sup>68</sup>.

Selon une analyse du PAM<sup>69</sup>, environ 50 % de la population rurale en insécurité alimentaire (soit un total de 3,2 millions de personnes) possède de la volaille. La plupart des ménages concernés (plus de 90 %) ne disposent que de 1 à 10 animaux. En général, les villageois vendent la plupart des œufs produits pendant l'hivernage (période de reproduction), alors qu'après l'hivernage ce sont les animaux qui sont vendus<sup>70</sup>. Cette stratégie permet de faire face aux dépenses pressantes pendant la soudure et après la récolte. La grippe aviaire et ses conséquences pour la commercialisation des produits avicoles pourraient mettre en danger cette « stratégie de résilience ». En outre, la valeur des animaux détenus par un villageois sera réduite en raison de la chute des prix de la production animale. On s'attend donc à ce que l'impact d'une détérioration de la situation sanitaire liée à la « grippe aviaire » sur la sécurité alimentaire des villageois consiste notamment en : i) une perte des bénéfices de la commercialisation des œufs pendant l'hivernage ; ii) une perte des bénéfices de la commercialisation des animaux suite à la récolte ; et iii) une perte de la valeur économique de la volaille. Bien que ces effets soient limités quant à leur profondeur pour les villageois, leurs options pour gérer une situation d'insécurité déjà pénible seront encore une fois fragilisées.

Dans le cas d'une détérioration de la situation, les commerçants et les auxiliaires des marchés, comme les dé-plumeurs et les femmes qui ramassent les grains de céréales pour la vente aux commerçants de volaille, seront gravement touchés dans leur capacité à générer des bénéfices. Ainsi, sur le marché de Maradi, on estime qu'il y a près de 300 opérateurs, 100 dé-plumeurs et 50 ramasseuses/vendeuses des grains. Bien que ces quantités ne soient pas très importantes à l'échelle nationale, les effets au niveau d'un ménage peuvent être désastreux, poussant les commerçants à trouver une autre activité ou à continuer le commerce clandestinement, ce qui en fait le maillon faible du dispositif de lutte contre la grippe aviaire.

Sur un autre plan et d'après les commerçants de Dawano, la demande en maïs de l'industrie aviaire constituait en situation normale 20% de la demande globale. Avec la crise, elle est tombée à 5%. Cela a contribué à maintenir le prix du maïs à son niveau actuel. Cette situation favorable pour les consommateurs n'est pas bonne pour les producteurs dont les stocks sont invendus, et risque d'affecter négativement les superficies de maïs mises en culture durant la prochaine campagne si la demande de l'industrie aviaire n'est pas relancée.

Par ailleurs, les agents de la direction régionale des ressources animales se rendent chaque matin sur le marché de volailles de Maradi pour vérifier si des animaux sont décédés, mais ils ne relèvent pas les prix et les quantités pour le SIM Bétail, car le marché est officiellement interdit, ce qui rend le suivi et l'analyse de l'impact sur la sécurité alimentaire difficile.

---

<sup>68</sup> Un troisième effet pourrait passer par une baisse du prix du maïs due à une chute de la demande provenant des usines avicoles au Nigeria.

<sup>69</sup> Menée à partir de l'enquête de base sur la sécurité alimentaire en avril/mai 2005. Le document est intitulé : « Possible impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux au Niger », PAM Niger.

<sup>70</sup> Exception faite du cas où des besoins pressants d'argent existent au niveau d'un ménage et que d'autres sources de revenus ne sont pas disponibles : les ménages sont alors obligés de vendre la volaille pendant l'hivernage.

Il est clair que l'impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire doit être évalué régulièrement. Un traitement des données quantitatives collectées dans le cadre d'une évaluation détaillée de la sécurité alimentaire, actuellement réalisée par le SAP et ses partenaires, pourra éclaircir les impacts au niveau des ménages. Il est recommandé de lancer une nouvelle analyse qualitative au Niger si d'autres foyers sont découverts.

#### **4.6 Conclusions relatives à la situation conjoncturelle en matière de sécurité alimentaire**

Il est estimé que le risque d'une flambée des prix des céréales et d'une chute des prix du bétail comparables à celles vécues l'année passée est négligeable. Plusieurs raisons justifient cette estimation : i) cette année, la production agricole au Nigeria et au Niger était nettement meilleure ; ii) les flux de vivres continuent d'être dirigés vers le Niger ; iii) les prix se situent au dessous de la moyenne des prix sur 5 ans et évoluent à la hausse à un rythme plus lent que de coutume ; iv) par rapport à l'année passée, les pâturages et les animaux sont en meilleur état, les prix d'animaux sont plus élevés, les coûts du fourrage plus bas, et la demande reste forte ; et v) la production et les prix du niébé pendant la collecte étaient bons.

Ensuite, il est probable que les prix des céréales sèches vont se stabiliser ou même diminuer à partir de juin/juillet si la campagne agricole s'installe bien et si les flux (transfrontaliers) peuvent continuer d'approvisionner les zones déficitaires. Néanmoins, un suivi des prix, des flux, du taux de change et de la campagne, ainsi que leur impact sur la sécurité alimentaire s'avère nécessaire.

Il paraît probable que les éléments suivants ont en moyenne un effet favorable sur la sécurité alimentaire des ménages : i) des prix des céréales moins élevés ; ii) de bonnes productions de niébé ; et iii) de bons prix du bétail et du niébé. Néanmoins, ceci devrait être confirmé par l'enquête de la sécurité alimentaire qui est actuellement menée par le Gouvernement et ses partenaires auprès de 10 000 ménages. Il est par ailleurs clair qu'une partie de la population ne sera pas en mesure de profiter de ces évolutions favorables en raison de leur éloignement des marchés, de l'absence du bétail et de la production du niébé au sein du ménage.

Concernant la grippe aviaire, il faut noter que le commerce et le transport de volaille et ses produits dérivés a lentement repris. Néanmoins, le danger d'une expansion rapide de la grippe et donc de ses conséquences pour le commerce reste élevé : la crise de la grippe aviaire n'est pas encore terminée !

Si la situation « grippe aviaire » se détériore, il est attendu que son impact sur la sécurité alimentaire des villageois implique notamment : i) une perte des bénéficiaires de la commercialisation des œufs pendant l'hivernage ; ii) une perte des bénéficiaires de la commercialisation des animaux suite à la récolte ; et iii) une perte de la valeur économique de la volaille. Bien que ces effets soient limités quant à leur profondeur pour les villageois, leurs options pour gérer leur situation d'insécurité déjà difficile seront encore une fois fragilisées. Comme ceci a déjà été signalé au chapitre 4.2, la présente analyse se limite à une évaluation globale de l'impact de la grippe aviaire; la collecte et l'analyse des données collectées au niveau des ménages par l'enquête actuellement en cours devrait confirmer ces estimations.

Il faut également noter que les ménages qui dépendent du commerce de volaille seront gravement touchés, ce qui peut pousser les commerçants à rechercher une autre activité ou à continuer clandestinement le commerce. Les commerçants deviendraient alors le maillon faible du dispositif de lutte contre la grippe aviaire. Un suivi rapproché s'avère donc nécessaire.

## **5. Coopération transfrontalière et sécurité alimentaire : quelques pistes de travail**

---

### **5.1 Améliorer la qualité et la diffusion de l'information sur les marchés transfrontaliers de l'élevage et des céréales**

#### *5.1.1 Suivre l'évolution des surfaces emblavées en céréales au Nigeria*

Dans un contexte ouest-africain caractérisé par la pluriactivité des exploitations agricoles, les arbitrages des agriculteurs nigériens concernant l'importance relative des cultures de rente et des cultures vivrières déterminent le volume de la production céréalière. Par ailleurs, le volume de la production nigérienne conditionne, en dernière analyse, les quantités exportées vers le Niger. Il est donc clair que les choix de production des agriculteurs nigériens, tels que reflétés par l'étendue des surfaces emblavées en céréales, ont une incidence directe sur les approvisionnements du Niger. Cette circonstance justifie que l'on effectue un suivi régulier de ces emblavures, à partir d'un échantillon représentatif. Un tel suivi présente au surplus l'avantage de permettre une évaluation anticipée de la production attendue, située largement en amont de celle qui se base sur les quantités produites et les prix au moment de la récolte.

#### *5.1.2 Evaluer les quantités autoconsommées, commercialisées, stockées*

Il est également important de disposer d'informations sur les stocks, les quantités autoconsommées, commercialisées, stockées, etc. Si la sécurité alimentaire dépend au moins autant d'un effet marché que d'un effet quantité, il est nécessaire de cerner précisément les principaux paramètres qui déterminent le fonctionnement des marchés.

Il est aujourd'hui très difficile de se faire une idée à peu près juste du prix et des quantités disponibles au moment de la soudure en se basant seulement sur l'observation des prix et des volumes de production au moment de la récolte. Les informations disponibles ne concernent pas la part relative des quantités autoconsommées et commercialisées, ainsi que, parmi ces dernières, la proportion stockée en prévision de la soudure<sup>71</sup>. Une réflexion devrait être engagée dans cette direction.

Par ailleurs, à défaut d'un suivi général de tous les marchés, un échantillon de quelques marchés représentatifs devrait au moins permettre de se faire une idée plus ou moins approchée de la réalité. Celui de Dawano, le plus grand d'Afrique de l'Ouest, est particulièrement décisif de ce point de vue. Or, toutes les céréales n'y font pas l'objet d'un suivi systématique.

#### *5.1.3 Etablir un système d'évaluation des flux transfrontaliers*

Les marchés céréaliers d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus intégrés à l'échelle sous-régionale. Dans ces conditions, les systèmes d'information sur les marchés qui demeurent limités au territoire d'un État, et qui ne tiennent pas compte des transferts entre États excédentaires et États déficitaires, voire des mouvements transfrontaliers suscités par le pur jeu de l'offre et de la demande, n'ont aucune chance d'évaluer correctement l'évolution des marchés et de la sécurité alimentaire. Il est donc important, non seulement d'avoir une idée de la situation dans les États voisins en termes de production, mais aussi de prévoir avec un minimum de chances de se tromper, les transferts susceptibles d'être opérés et leurs origines potentielles. Cela ne peut être fait qu'en effectuant un suivi régulier des flux transfrontaliers, pour

---

<sup>71</sup> De l'année en cours ou, éventuellement, des années suivantes, certains commerçants de Dawano stockant des céréales pendant plusieurs années.

la plupart informels. De fait, une partie importante des échanges entre le Niger et le Nigeria échappent aujourd'hui à l'emprise des administrations nationales et de leurs dispositifs de suivi statistique.

Le suivi des flux formels et informels de produits agricoles et de bétail intéresse pourtant la sécurité alimentaire à plusieurs titres :

1. La situation conjoncturelle de la sécurité alimentaire au Niger dépend aussi des importations ; une meilleure évaluation des flux permettrait donc une analyse plus exhaustive.
2. Le système d'alerte précoce devrait utiliser des informations des flux transfrontaliers pour être plus réactif et pertinent.

FEWS NET envisage précisément de mener des investigations, en collaboration avec le PAM, sur les flux de céréales dans le but d'aider le CILSS et tous les partenaires à bien définir un dispositif de suivi. La frontière Niger-Nigeria, si importante pour la sécurité alimentaire dans la sous-région, est concernée par cette initiative, de même que la frontière Tchad-Nigeria et Nigeria-Cameroun. Le CILSS devrait proposer un système de suivi régional en août 2006, suite à une série de missions dans les zones transfrontalières de la région

Quant à ses modalités pratiques, le dispositif pourrait :

- Couvrir indifféremment les flux d'animaux et de produits agricoles ;
- Être articulé à un système sous-régional de suivi des flux transfrontaliers ;
- Jouir d'une très forte indépendance (vu que la plupart des flux transfrontaliers sont informels, que les commerçants et les douaniers préfèrent éviter un contact officiel au niveau de la frontière et qu'en temps de crise la tension entre les autorités voulant limiter l'exportation des vivres et les commerçants a tendance à s'accroître).

## **5.2 Le soutien à la production**

Les problèmes de sécurité alimentaire sont cycliques au Niger. Ce pays reste extrêmement dépendant du niveau de sa production, qui est elle-même strictement conditionnée par celui des précipitations pluviométriques. Que ces dernières diminuent et il peut rapidement en résulter un déficit céréalier, qui peut lui-même facilement déboucher sur une crise de sécurité alimentaire. Bien que le développement des marchés ne change pas substantiellement cette donne, les transferts de zones excédentaires vers les zones déficitaires peuvent atténuer une crise alimentaire. Le marché offre aussi de nouvelles opportunités de développement à la production céréalière. Cependant, une frange de la population peine à intégrer le marché. Il s'agit en particulier des familles d'agro pasteurs qui dépendent de plus en plus, pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires d'un accès au numéraire passant par la commercialisation des céréales. Dans ces conditions, il paraît indispensable d'augmenter la production, ce qui devrait être fait grâce à un certain nombre de politiques publiques, à commencer par des mesures d'encouragement du crédit rural à la production.

Toutes choses égales par ailleurs, les productions nigériennes de mil et de sorgho – sinon de maïs, qui est davantage produit dans la zone soudanienne – devraient être aussi dynamiques que celles du Nigeria. Les importantes différences entre les deux pays résultent essentiellement des aménagements opérés au Nigeria, certes en réponse au développement des marchés, mais aussi grâce à d'importantes mesures de soutien qui n'ont pas d'équivalent au Niger. En particulier, les institutions bancaires n'attribuent des financements qu'aux opérations de commercialisation, à l'exclusion des opérations de production. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la production céréalière nigérienne, en manque d'investissements, ne décolle pas. Pourtant, on assiste à la mise en place progressive d'un système de métayage, dans



la région de Maradi, qui voit des grands commerçants acheter des terres qu'ils louent ensuite aux agriculteurs qui les occupaient. Le gouvernement du Niger devrait donc donner la priorité, avec l'aide de ses partenaires techniques et financiers, au développement du crédit rural.

### **5.3 La coordination des politiques sectorielles et commerciales**

- Les impacts des politiques sectorielles dans un pays ont des répercussions sur le pays voisin. Il est donc important de communiquer et de coordonner les politiques pour assurer leur viabilité dans le contexte d'une intégration progressive. Aux côtés des administrations centrales et locales, les instances de coopération existantes, comme la Commission Mixte Nigéro-Nigériane, devraient jouer un rôle de plate-forme d'informations, d'analyses et de coordination<sup>72</sup>.
- Les politiques commerciales Nigeria/Niger expriment une multitude de conflits d'intérêt. Le Nigeria poursuit dans des secteurs divers des politiques commerciales protectionnistes que le voisin du Nord n'hésite pas à contourner en tolérant la réexportation à partir de son territoire de biens interdits d'importation au Nigeria. Les recettes douanières issues de ce commerce de transit constituent une ressource importante du budget nigérien. Même si les filières céréales et bétail sont extérieures à ce commerce, les mesures temporaires de représailles ont des répercussions sur ces secteurs. Pour permettre une coopération basée sur des bénéfices mutuels, il est important de s'accorder sur des stratégies et des conditions acceptables par les deux pays. La situation actuelle, qui désavantage des filières productives en faveur de bénéfices commerciaux limités n'est pas viable. De surcroît, compte tenu de l'impact des mesures de rétorsion temporaires et spontanées sur la commercialisation des céréales et du bétail, il serait important de prévoir des mécanismes de règlement des différends rapides et efficaces. De même, au niveau des administrations centrales, un rôle important pourrait être attribué à la Commission Mixte. Dans le contexte communautaire, il serait intéressant pour la CEDEAO de s'impliquer activement dans le règlement des différends commerciaux entre États.
- La filière élevage est en train de s'intégrer horizontalement entre le Nigeria, fournisseur d'aliments pour bétail et d'intrants zoo sanitaires et le Niger, fournisseur du bétail et de la viande. La coopération transfrontalière devrait encourager cette intégration horizontale (livraison des céréales et des aliments pour bétail au Niger et importations du bétail et d'autres produits agricoles au Nigeria).

### **5.4 La fluidification du commerce transfrontalier**

- L'importance de l'effet d'appel exercé par la multiplication des marchés de débouchés sur la production et sa valorisation milite pour une fluidification du commerce transfrontalier. Des efforts destinés à réduire les tracasseries au niveau de la frontière, simplifier les formalités (par exemple à travers la création de guichets uniques sur les marchés frontaliers) et augmenter la sécurité sur les axes routiers, devraient constituer un objectif important des stratégies nationales.
- Un système de transfert des fonds permettant le virement entre les lieux de débouchés et le Niger augmenterait les échanges commerciaux en réduisant le risque de change et l'insécurité liés à la circulation avec des sommes importantes en liquide<sup>73</sup>.

<sup>72</sup> L'Accord Commercial de 1992 entre le Niger et Nigeria prévoit déjà dans son article 13 un rôle de promotion, de facilitation et d'information pour cette Commission.

<sup>73</sup> Système qui cependant obligerait les commerçants à plus de transparence sur le volume de leurs activités et de leurs profits. Il est probable qu'une partie d'entre eux préférera demeurer dans l'informel où, par ailleurs, ils exploitent les différentiels de taux de change.

- La coopération transfrontalière pourrait également créer les conditions de minimisation du risque pour la commercialisation du bétail et la régularisation de l'offre à travers des programmes de modernisation de l'élevage dans la zone.

## **5.5 Propositions pour le renforcement du suivi et de l'analyse de la sécurité alimentaire**

### *5.5.1 Suivi des prix et du taux de change*

- Prix sur le marché de Dawano : il est recommandé que le SIMA et ses partenaires intègrent dans leurs bulletins sur le marché une analyse des prix ; ces informations sont déjà collectées par les commerçants en collaboration avec le Mistowa – pour certaines cultures – mais pas encore disponibles sur le site web. Les organisations participant à la mission devraient aider le SIMA à obtenir ces informations.
- Taux de change : il est recommandé que le SIMA et ses partenaires intègrent dans leurs bulletins sur le marché une analyse explicite de l'évolution du taux de change fcfa/naïra sur le marché parallèle ; les informations de base sont déjà collectées par le SIMA sur certains marchés frontaliers.
- Prix sur les marchés du Niger (des céréales, du bétail et les termes de l'échange bétail/céréales): il est recommandé que le SIMA et ses partenaires continuent la publication de leur bulletin conjoint, notamment pour connaître l'évolution des marchés dans les villages/petites villes un peu éloignés, parfois faiblement connectés aux marchés centraux.

### *5.5.2 Suivi de l'évolution de la campagne*

- Il est recommandé au Gouvernement du Niger de tenir explicitement compte de l'évolution de la campagne au Nigeria pour le suivi de la sécurité alimentaire dans le cadre du SAP.
- Plusieurs initiatives pourraient y contribuer :
  - I. La mise en place d'un « Groupe d'experts Agriculture » au sein de la Commission Mixte Niger/Nigeria, chargé du suivi de la campagne.
  - II. L'organisation de missions d'évaluation au Nigeria, qui complémenteraient les missions déjà effectuées au Niger ; ces missions auraient lieu au début de la soudure (avril/mai), pendant la campagne (août) et après la récolte (octobre) ; elles évalueraient l'état des marchés, les flux et l'avancement de la campagne agricole, et seraient organisées de préférence avec la participation des partenaires clés comme la FAO, FEWS NET, le CILSS et le PAM.
  - III. La re-dynamisation des cadres régionaux de concertation au sein de K<sup>2</sup>M et l'amélioration des échanges entre les services techniques déconcentrés de K<sup>2</sup>M (formels comme informels).

### *5.5.3 Achats locaux au Niger et au Nigeria : analyse, coordination et communication*

L'expérience de la crise de 2005 montre qu'en cas de crise de sécurité alimentaire, il est important :

- I. Il est important d'intervenir assez tôt car, plus les achats de céréales se rapprochent de la soudure et plus les commerçants sont tentés de conserver leurs stocks au-delà de leurs anticipations normales, dans l'espoir de réaliser un bénéfice plus important grâce aux organismes d'aide.
- II. Il est indispensable de coordonner les interventions dans la mesure où même si la plupart des parties prenantes s'interdit d'intervenir au-delà d'une certaine période, par exemple février ou mars, il suffit que deux ou trois intervenants achètent peu avant ou pendant la soudure pour perturber les signaux envoyés au marché.
- III. Il est indispensable de communiquer beaucoup et clairement car il ne suffit pas d'intervenir de manière précoce, il faut encore que les commerçants le sachent et n'aient aucun espoir de réaliser une plus value liée à une intervention.
- IV. Il convient d'éviter, en situation de crise, l'intervention sur des marchés déjà tendus. Au niveau de la zone K<sup>2</sup>M, cela signifie qu'il ne faut pas procéder à des achats de matières premières non seulement au Niger, mais aussi au Nigeria compte tenu de l'intégration des marchés. Le segment des produits transformés peut en revanche fournir un substitut intéressant...

#### *5.5.4 Suivi de l'impact de l'évolution des marchés sur la sécurité alimentaire*

- Il est recommandé d'élaborer un outil capable de mesurer l'impact des baisses et des hausses de prix sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages, et de suivre cet impact régulièrement.
- L'outil et le suivi devraient être basés sur les analyses et les données relatives aux systèmes de vie au Niger<sup>74</sup>, ainsi que sur le système de collecte des données du SIMA déjà en place.
- L'outil serait adapté aux systèmes de vie, en particulier les sources de revenus et de dépenses, et constituerait un indice qui évolue dans le temps.
- L'évolution de cet indice serait calculée à partir des prix collectés par le SIMA.

#### *5.5.5 Evaluation de l'impact de la grippe aviaire sur la sécurité alimentaire*

Avec l'apparition de la grippe aviaire au Nigeria et par la suite au Niger, dans la région de Zinder, le commerce de volaille et ses produits dérivés ont été fortement perturbés. Il n'est pas évident que toutes ces perturbations se résorbent dans un court délai. Ainsi, il est essentiel de conduire urgemment une étude approfondie pour évaluer l'impact directe qu'a cette maladie sur les ménages pauvres de la région notamment au niveau du maintien de leur confiance é la consommation des produits de l'aviculture, sur le plan du revenu des ménages pauvres, des enfants, du panier alimentaire et des produits substitués qui y sont entrés.

---

<sup>74</sup> Par exemple : FEWS NET, 'Livelihood Profiles Niger' et PAM, 'Comprehensive food security and vulnerability analysis'.



**Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel**

<http://www.cilss.bf/>



**Famine Early Warning System**

<http://www.fews.net/>



**United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs Emergency Fund**

<http://ochaonline.un.org/>



**Programme Alimentaire Mondial**

<http://www.wfp.org>



**Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest**

<http://www.resimao.org/html>



**United Nations International Children's Emergency Fund**

<http://www.unicef.org>